5^e Journal du Lot 5^e

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

Abonnements

CAHORS ville.....	3 mois	6 mois	1 an
LOT et départements limitrophes.....	3 fr.	5 fr.	8 fr.
Autres départements.....	3 fr. 50	6 fr.	11 fr.

Les abonnements se paient d'avance.

Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse.

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUÉSANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

L'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne).....	25 cent.
RÉCLAMES.....	50

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

Pour ceux qui ne lisent QUE LE DIMANCHE

LA SEMAINE EN FRANCE

A la Chambre : Interpellation nationaliste ; loi de deux ans. — Au Sénat : Loi sur les patentes ; police des grandes villes ; les grèves de l'Ouest. — Les petits projets de Doumer, Bos et Cie. — Un évêque menacé de révocation.

L'interpellation de M. Grosjean faite à propos d'un manuel d'histoire publié par M. Hervé, s'est transformée peu à peu en une critique acerbe des tendances pacifistes de l'école primaire laïque. Malheureusement l'équivoque nationaliste a pénétré le débat et personne n'est monté à la tribune pour mettre les choses au point avant le dépôt de l'ordre du jour ; c'est ce qui a gêné le ministre de l'Instruction publique et dans une question où deux conceptions opposées du patriotisme étaient en jeu, l'obligé à se prononcer pour la conception du gros des députés.

La discussion sur la loi de deux ans a porté cette semaine sur les contre-projets, deux seulement avaient été maintenus et un seul a été présenté sérieusement et sérieusement défendu ; c'est celui de M. Vaillant, l'orateur des groupes socialistes ; il visait à la suppression des armées permanentes de caserne, considérées par lui comme fatalement militaristes et à leur remplacement par des milices qu'il déclare plus fortes dans la défense et mieux en rapport avec l'organisation d'une démocratie. Après le rejet de ce projet, la Chambre a voté mardi et jeudi les dix premiers articles de la loi.

Au Sénat, c'est toujours la loi sur les patentes qui est en discussion ; un amendement sur la différence des gains entre les marchands de vins ou spiritueux en gros, établis ou non dans les pays de production, a mis aux prises les partisans de l'alcool du Nord, contre le vin du Midi.

Entre deux délibérations, le Sénat s'est occupé de la situation anormale qui est faite aux deux villes de Lyon et Paris dans les responsabilités pécuniaires en cas d'émeute. Là, en effet, la police est entre les mains de l'Etat, alors qu'ailleurs elle est entre les mains de la municipalité. Faut-il maintenir le privilège d'Etat pour les deux grandes villes ? On n'a pu s'entendre et une commission doit essayer de mettre tout le monde d'accord.

Jeudi une interpellation sur les désordres de Lorient et de Brest a été faite par la droite, dans l'intention d'embarrasser le ministère à propos du droit de grève. M. Combes a répondu loyalement qu'il avait fait son devoir et la majorité du Sénat lui a donné raison.

Dans les couloirs, l'opposition antimilitariste continue ses menées ; le faisceau d'appétits que M. Doumer a su organiser autour de sa mesquine ambition, cherche à profiter de toutes les circonstances pour donner l'assaut et emporter la citadelle ministérielle.

C'est contre M. Vallé que cette fois toutes les machines de guerre sont dirigées. On ne lui pardonnera pas, tout d'abord, d'avoir pris l'initiative d'un projet de loi réformant la magistrature, suspendant l'immovibilité et obligeant les juges à plus d'activité dans les cours d'appel. D'autre part, M. Bos, radical dissident, lui reproche d'avoir révoqué un décret, signé l'an dernier, sur les frais de justice, ce décret avait été préparé par M. Monis, le garde des sceaux de M. Waldeck-Rousseau ; M. Vallé n'eût qu'à le faire signer et à le publier ; il y eut alors une interpellation à laquelle le ministre répondit en toute loyauté que si, à l'usage, le décret lui paraissait mauvais, il n'hésiterait pas à le supprimer. Et c'est ce qui s'est produit ; mais M. Bos veut absolument la chute de M. Combes. Un autre point noir à l'horizon de

l'existence du cabinet, c'est le projet d'impôt sur le revenu. La commission de législation fiscale avait à choisir entre les propositions de M. Rouvier et celles de M. Merlou ; elle a opté pour une pénétration et le rapport sera, dit-on, distribué à la Chambre dans les huit jours. M. Combes, qui ne craint pas les batailles, veut absolument que le principe de la réforme soit voté avant les vacances, dût-on pour cela prolonger la session au-delà du 14 juillet. M. Doumer qui fut autrefois expert dans le maniement des chiffres sur la question, voudrait bien profiter de l'occasion pour mettre M. Rouvier en mauvaise posture, il aura affaire à forte partie.

Après l'armée, l'Eglise ; voilà l'Eglise de France dans l'anarchie. On se souvient d'un incident fameux qui s'est produit au grand séminaire de Dijon à propos d'ordinations ; c'était au fond, une révolte du clergé contre l'évêque du diocèse. Cet évêque passait pour tiède dans la lutte des moines contre le pouvoir laïque, on l'accusa d'être franc-maçon et beaucoup de ses curés s'écartèrent de lui avec répugnance. On alla plus loin : le pape, disait-on, était saisi de l'affaire et il était entendu que dans les huit jours, la déposition de l'évêque serait prononcée ; les huit jours passèrent, les bravades cessèrent et il parut que tout était rentré dans l'ordre.

Or les agences nous apprennent qu'en fait, la situation ne s'est pas améliorée à Dijon, que des bruits de révocation circulent, que M. Le Nordez n'ose plus paraître à la cathédrale, que ses curés persistent à le croire « franc-maçon » et soulèvent encore des accusations plus graves, des accusations de malversations financières. Bref, de nouveaux intrigués catholiques bourgeois, espèrent une intervention rapide de la papauté et ils supposent bien qu'avec Pie X, ce ne sont pas les curés qui auront tort, mais l'évêque.

De toute cette histoire que conclure ? D'abord que même dans les castes les plus fermées, la vieille discipline d'autorité se meurt ou est morte, qu'un vent de révolution et de liberté dans le jugement souffle sur les esprits les plus rebelles. Et puis il paraît évident que pour les Le Nordez, comme pour les Geay et les Treize ou quatorze autres membres de l'épiscopat qui n'ont pas fustigé contre les républicains du ministère, la position de Français de France obéissant aux lois de l'Etat, de préférence aux lois de Rome, devient de plus en plus difficile, sinon impossible. Le clergé est devenu tout entier ultramontain, c'est-à-dire sujet du pape et à cette occasion s'accuse bien l'antimonicité qu'il y a entre l'internationalisme romain et le patriotisme français de la milice ecclésiastique.

A L'ÉTRANGER

Les élections Belges. — Les massacres d'Arménie. — La guerre Russo-Japonaise.

La Belgique vient de renouveler la moitié de ses sénateurs et de ses députés. Depuis 1893, c'est-à-dire depuis l'adoption du suffrage universel avec vote plural, il n'y avait plus guère en présence que deux partis : le parti clérical et le parti socialiste. Quant au parti libéral, il avait été peu à peu écrasé entre les deux groupements extrêmes. A la Chambre, les sièges étaient répartis, avant les élections de la façon suivante : 96 catholiques, 34 socialistes, 34 libéraux.

Aujourd'hui, cette même Chambre comptera 93 catholiques, 40 libéraux et 29 socialistes. Cela indique une perte de 5 sièges pour les socialistes et un gain considérable pour les libéraux. Le parti libéral, s'il sait se servir de sa force numérique, pourra reprendre son rôle d'autrefois et diriger l'opposition contre le parti catholique diminué. Les nouveaux électeurs libéraux n'étaient au fond que des anticléricaux ; les forces régulières du socialisme les avaient attirés ; s'en sont dégagés à la première occasion.

M. de Pressensé a posé une question à M. Delcassé sur les massacres d'Arménie ; le ressort de la réponse du ministre,

que les consuls des grandes puissances sont décidés à intervenir au mieux des intérêts des victimes, qu'ils doivent renseigner rapidement leurs gouvernements et qu'une entente allait être faite pour maintenir les classes du Congrès de Berlin ; il ressort aussi des déclarations du ministre, que les émeutes de Sassoun sont loin d'être aussi graves que celles de 1894.

De plus en plus l'attention se concentre sur l'investissement de Port-Arthur ; les Japonais semblent devoir porter tout leur effort sur la reddition de cette place. Ils affirment même qu'ils prendront la place avant la fin de juin en sacrifiant autant de vies humaines qu'il en faudra. Et leur obstination à Kin-Tchéou indique qu'il faut tenir pour sérieuse une pareille affirmation.

L'escadre de l'amiral Togo participe du mieux qu'elle peut à l'opération : elle explore les baies, enlève les mines et veille à ce que l'embouteillage du goulet reste définitif, malgré les efforts des Russes pour le débayer. Si les desseins japonais réussissent, on ne voit pas bien pourquoi l'escadre de la Baltique chercherait à gagner l'Extrême-Orient ; d'ailleurs il faut trois mois pour y parvenir en sécurité et d'ici là les Japonais sont les maîtres incontestés de la mer.

Sur terre, les forces de Kuroki, chef de la 1^{re} armée nipponne tiennent en alerte les troupes de Kouropatkin ; on a beaucoup parlé cette semaine d'une pointe faite vers le Liao-Toung par 40,000 Russes pour dégager Port-Arthur, il semble que l'opération n'aura pas lieu, attendu que les deux armées japonaises pourraient se rejoindre, couper la retraite, et amener un désastre très grave. Port-Arthur en est donc réduit à se défendre avec ses propres forces.

LE FURETEUR

Une séance mouvementée

GRAVES RÉVÉLATIONS

Une séance mouvementée a eu lieu hier, vendredi, à la Chambre. A propos d'une interpellation sur les tarifs judiciaires, M. Combes a été amené à faire de graves révélations.

Comme on le verra dans notre compte-rendu de la Chambre, le Président du Conseil a déclaré qu'une somme de 2 millions lui avait été offerte pour déposer un projet de loi en faveur des Chartreux.

Voici comment notre confrère, Maurice Sarrau, apprécie l'incident.

Cet honnête homme — comme l'a proclamé, aux applaudissements enthousiastes de la gauche tout entière, M. le président Brisson — en avait assez d'être traîné sur la claie par les anciens membres du cabinet Waldeck-Rousseau. Tant que ceux-ci se livraient à des intrigues de couloirs, il pouvait garder son sang-froid. Mais la coupe a débordé lorsqu'il s'est vu traiter avec insolence sans pitié par M. Millerand et apportée dans la critique de sa politique et de ses actes personnels.

La riposte de M. Combes a été d'une sûreté inexprimable. Elle nous valut la renaissance d'une affaire que l'on croyait enterrée : l'affaire du million des Chartreux. En décidant de la liquider, d'aller au fond des choses, de connaître tout ce qui s'est passé, bref en votant l'enquête, la Chambre a pris la décision la meilleure et la seule qui pût sanctionner un pareil débat.

Beaucoup de parlementaires du centre s'affligeaient de la tournure prise par ces incidents et la déplorait pour le régime républicain. Nous ne sommes pas de leur avis. La République vit de clarté, de propriété et de lumière ; c'est la bien servir que de ne pas se rendre complices de fautes individuelles commises sous son couvert.

M. Combes a bien fait de parler avec sincérité et franchise. L'enquête complète sur les faits qu'il a révélés, voilà ce qu'il faut exiger de la commission de 33 membres qui vient d'être nommée.

Voici d'autre part, l'excellente appréciation du Radical :

Si le président du conseil n'ordonnait pas qu'une instruction fut ouverte pour tentatives de corruption, ce fut à la sollicitation de M. Millerand et à la suite d'une démarche faite par ce dernier au

près de lui. Ainsi, M. Combes s'est vu, laissant accuser son fils, laissant calomnier ses amis, recevant les injures de toute la bande cléricale et nationaliste, et tout cela pour ne pas compromettre certain personnage touchant de plus ou moins près à l'ancien cabinet. On sait quelle reconnaissance les ministres de M. Waldeck-Rousseau ont gardée au président du conseil de sa bienveillance et de sa bonté d'âme. Les républicains, debout, ont acclamé M. Combes, et leurs applaudissements indignés ont vengé de ces infamies machinées par des adversaires sans scrupule et sans conscience. Le pays protestera avec eux contre la politique de calomnie et de trahison que des radicaux, pêle-mêle avec les réactionnaires et les cléricaux, mènent contre ce grand honnête homme.

On ne pouvait mieux dire.

GRAVURES EN TAILLE DOUCE

LE DOCTEUR RELMIÉ

Vous avez rencontré parfois sous les marronniers ombreux des allées Fénélon, les deux mains plongées dans les poches de son veston, un homme d'un certain âge déjà, mais d'allure jeune encore, à la boutonnière rouge, mais discrètement, le visage calme et pensif, mais qui, à votre salut, soudain s'éclaircit.

Il aime à vous rencontrer, mais ne se plait pas à vous arrêter, il est courtisé et réservé. C'est le docteur Relmié, ancien maire de Cahors, qui se rend à son service d'hôpital.

Sur la place du Marché, où les parents de Relmié vendaient du drap, Gambetta père vendait du poivre.

Les enfants se connotaient, furent condisciples, s'aimèrent et de camarades devinrent amis.

Amitié profonde, solide, faite de contrastes plutôt que de ressemblances ; l'exubérance de Gambetta et la calme placidité de Relmié s'accorderont. Ce fut une de ces amitiés où les diversités s'aimaient.

Il manquait à Relmié ce que son ami avait au plus haut point : le tempérament.

Il est, en effet, capable d'agir, mais n'aime pas l'action.

Il fut populaire, mais ne chercha jamais à tirer parti de sa popularité.

Il est érudite, mais son érudition reste secrète. Il a du savoir plus que du savoir-faire et semble en quelque sorte se désintéresser de ses actes et de lui-même.

Monsieur Relmié est philosophe ; avec une indifférence souriante, il a vu s'égrèner sa clientèle politique et sa clientèle médicale. Aujourd'hui dans un fauteuil de ce Cercle Gambetta qui agonise, il taquine le bon M. Suisse ou le fanatique comte d'Armagnac et avec son ami Martin aiguise des bons mots patois ou français.

Il a de l'ironie, mais point d'amertume et d'un œil sceptique il regarde passer les hommes et les choses.

En vérité, ces qualités sont rares ; il eût apporté dans la politique ce dont la politique a tant besoin : de la bonté, du savoir, l'intelligence des réalités, et l'amour des humbles.

Mais un je ne sais quoi, une certaine incapacité de vouloir et d'agir ont fait que ces qualités, au lieu d'être les instruments d'une action forte et féconde, n'ont été que les ornements d'une âme délicate et généreuse.

REMO.

Chambre des Députés

Séance du 9 Juin 1904 (matin)

PRÉSIDENCE DE M. GERVILLE-REACHE
VICE-PRÉSIDENT
La Chambre continue la discussion de la proposition de M. Mirman sur l'extension de la loi de 1898 relative aux accidents du travail à toutes les exploitations libérales.

M. Pastre demande qu'il soit permis aux souscripteurs de contrats mixtes d'exiger de leurs assureurs la délivrance sans augmentation des primes ou cotisations, d'un avenant comportant l'extension légale de la garantie à l'assujettissement de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 22 mars 1902.

Cet amendement est adopté.

M. Dejeante propose que les assurances prévues par la loi soient exclusivement contractées à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Cet amendement est repoussé.

Plusieurs articles additionnels sont adoptés : l'ensemble de la proposition est adopté par 560 voix.

Séance de l'après-midi
PRÉSIDENCE DE M. BRISSON
M. de Pressensé développe son inter-

pellation sur les massacres d'Arménie ; il rappelle ces massacres dont l'atrocité a révolté le monde entier et il espère que la France et l'Europe sauront protester et prendre des mesures pour obliger la Porte, dont la mauvaise foi est grande à réprimer les crimes commis.

Il demande qu'une démonstration navale soit faite devant Constantinople. M. Delcassé répond ; il rappelle que le gouvernement a fait toujours son possible pour assurer le respect des dispositions du traité de Berlin qui ont trait à l'Arménie.

M. Delcassé rappelle les derniers massacres qui ont été commis ; la Porte viole ses engagements en soumettant les Arméniens à une administration oppressive qui détermine des révoltes et des crimes.

Il déclare que le gouvernement saura faire son devoir ; l'incident est clos. M. Mill dépose un rapport sur le projet tendant à accorder des décorations à l'occasion des fêtes du 19 juin ; il demande l'attribution de 50 croix de chevaliers de la Légion d'Honneur.

Le projet est adopté. La Chambre reprend la discussion de la loi militaire de deux ans ; les 2 premiers articles de la loi sont votés ; l'article 3 et l'article 4 qui exclut de l'armée ceux qui ont été condamnés à une peine infamante sont adoptés.

L'article 5 prescrit l'incorporation dans les bataillons d'Afrique des conscrits ayant subi des condamnations.

M. Rousset demande la suppression des bataillons d'Afrique ou que personne ne puisse y être envoyé pour motifs politiques.

Par 408 voix contre 150, cette motion est repoussée, mais la Chambre décide que des jeunes gens ayant été condamnés, mais avec la loi de surseis, ne pourront être envoyés aux bataillons.

Les articles 5 à 11 sont votés.

Une interpellation de M. Bos sur les frais de justice est fixée à vendredi.

Séance du 10 juin
PRÉSIDENCE DE M. BRISSON
M. Bos interpellé le gouvernement sur les conséquences de l'application du décret du 15 août 1903, concernant les émoluments alloués aux avoués de première instance et d'appel.

M. Bos dit que le décret est illégal, et que du reste les frais ont été augmentés de 500,0.

M. Vallé répond que ces tarifs ont été établis par M. Monis qui constituait une commission extra-parlementaire chargée de s'occuper des frais de justice.

Le Conseil d'Etat demande qu'il soit procédé à une enquête d'ordre général ; et ce n'est que lorsque le résultat de cette enquête très favorable fut connu, qu'un décret fut pris le 15 août 1903.

M. Vallé déclare que sa bonne foi est enfièvrée car dans la commission extra-parlementaire qui fut réunie, il nomma M. Millerand président.

La consultation des premiers présidents et procureurs généraux a été favorable à la réforme prise. M. Vallé montre l'exagération des critiques de M. Bos, dans tous les cas, il promet de demander au Conseil d'Etat de rapporter les tarifs.

M. Millerand dit qu'une erreur grave a été commise : les tarifs nouveaux ont accru les dépenses imposées aux justiciables. M. Vallé est responsable de cette erreur.

M. Millerand dit que le gouvernement actuel n'a pas le droit de se décharger sur l'ancien gouvernement ; à ce sujet il critique vivement le ministère Combes, dont la politique, dit-il, n'est que fumée et trompe l'œil.

Il ne croit pas que la Chambre substitue sa responsabilité à celle du gouvernement.

M. Combes monte à la tribune ; une erreur a été commise sur la question des frais de justice, soit ; mais la faute qu'on reproche au cabinet actuel est d'avoir trop duré ; malgré que les ministres actuels aient soutenu tout le temps le ministère Waldeck-Rousseau, les membres de ce ministère ne manquent pas une occasion d'attaquer le gouvernement d'aujourd'hui.

Il est bizarre de voir un ancien ministre républicain s'acharner contre un gouvernement républicain.

M. Millerand reproche à M. Combes de ne penser qu'aux congrégations ; dans tous les cas, M. Combes déclare qu'il n'est pas de ceux qui vont les défendre devant les tribunaux et qui songent à s'enrichir de ces mêmes congrégations.

A ce moment on crie à droite : Parlez-nous des Chartreux. M. Combes réplique qu'il n'a rien de plus à dire sur les Chartreux ; il rappelle que le gouvernement a fait toujours son possible pour assurer le respect des dispositions du traité de Berlin qui ont trait à l'Arménie.

M. Combes et commence par une impertinence à l'adresse du Président du Conseil, les républicains interrompent vivement.

Il ne répondra pas aux insinuations, dit-il.

M. Combes demande à M. Millerand de préciser ; sur le refus de celui-ci de parler franchement, M. Combes rappelle alors la fameuse affaire des millions des Chartreux ; quelques mois avant la campagne violente menée par un journal du Dauphiné, on lui avait offert 2 millions pour présenter un projet favorable à ces Chartreux. Il a refusé avec indignation.

La discussion est close. Deux ordres du jour sont déposés : le gouvernement accepte l'ordre du jour pur et simple.

Le scrutin nécessite un pointage.

M. Renault-Morlière demande à interpellier sur la tentative de corruption dont a parlé M. Combes.

M. Combes accepte la discussion immédiate.

M. Combes aussitôt déclare qu'une personne lui a offert 2 millions en échange d'un projet de loi qui serait favorable aux Chartreux ; il a mis cette personne à la porte de son cabinet, peu de jours après il déposait le projet contre les Chartreux. Alors fut engagée la campagne contre lui et son fils.

On réclame le nom du corrupteur ; M. Millerand interpellé par M. Combes refuse de faire connaître le nom.

M. Grosjean dit que c'est un nommé Michel Lagrange, commissaire à l'Exposition de St-Louis.

M. Combes démontre la fausseté de la campagne menée au sujet de cette tentative de corruption.

M. Bertrand demande qu'une action judiciaire soit ouverte et qu'une commission d'enquête soit nommée.

M. Combes s'associe à cette demande. L'ordre du jour pur et simple est voté par 313 voix contre 250.

La Chambre décide ensuite de nommer une commission d'enquête de 33 membres.

Et au milieu des applaudissements de tous les républicains qui font une ovation chaleureuse au Président du Conseil la séance est levée.

Sénat

Séance du 9 Juin 1904

PRÉSIDENCE DE M. PEYTRAL
VICE-PRÉSIDENT

M. de Gouliane développe son interpellation sur les incidents de Lorient ; il demande au gouvernement de prendre des mesures pour rétablir l'ordre dans la région. Il relate divers incidents qui se sont produits au cours de cette grève et il accuse le gouvernement de l'avoir encouragé.

M. Delobean parle des incidents de Brest, dont le responsable serait, au dire de l'orateur, M. Palletan ; il réclame que des mesures d'ordre soient prises.

M. Combes dit que le droit de grève est indiscutable ; mais le gouvernement a assuré la liberté du travail partout où il y avait une grève ; les incidents qui se sont produits ne sont guère plus graves que ceux créés en faveur des congrégations.

La droite interrompt violemment ; M. Combes donne des détails sur les incidents de Lorient et de Brest et dit que tout a été exagéré.

MM. de Lamarzelle, Ponthier et Chamaillard répondent, puis un ordre du jour de confiance est voté par 168 voix contre 86.

Et la séance est levée.

Séance du 10 juin 1904

PRÉSIDENCE DE M. DESMONS
VICE-PRÉSIDENT

M. le Provost de Launay développe son interpellation sur la marche de l'armée : il s'étonne que le Ministre de la Guerre se soit mis à la disposition du journal *Le Matin*, pour assurer la réussite de cette course.

M. le général André reconnaît que des fautes ont été commises et demande que le Parlement se prononce dans cette affaire.

M. de Lamarzelle demande ce que deviendront les soldats qui ont été malades par suite de la course.

Le général André répond qu'il exercera les actions nécessaires entre les organisateurs de la course.

L'ordre du jour pur et simple est ensuite adopté par 181 voix contre 88.

L'Ange de la Paix

Il y avait naguère sur le plateau de Gravelotte une tour énorme, la Tour du Souvenir, comme on l'appelait, bâtie par les Allemands, en mémoire des journées sanglantes d'août 1870, et qui fut détruite il y a deux ans parce qu'elle gênait la construction d'un nouveau fort, aujourd'hui terminé.

Afin de la remplacer, les Allemands élevèrent en ce moment, près du cimetière militaire, un immense bâtiment, dont l'intérieur, disposé en forme de cloître, sera orné de fresques représentant les épisodes de l'année terrible et des bustes des principaux généraux qui prirent part à la guerre contre la France.

C'est évidemment le droit des Allemands d'élever toutes sortes de monuments commémoratifs de l'année terrible, et nous ne trouvons rien à y redire. Mais ce qui rend leur projet tout à fait comique, c'est qu'une statue de marbre blanc, personnifiant l'Ange de la Paix, sera placée sous le dôme qui dominera l'édifice. Que dites-vous de ce mausolée militaire, où l'on pourra voir sur des plaques de marbre blanc, la liste des régiments qui prirent part aux combats des 16 et 18 août, les noms des officiers tombés pendant ces deux journées, ou les épisodes de la guerre décoreront les murailles, et où on fourrera, comme un mouton parmi des loupes, une statue de l'Ange de la Paix ?

Il y avait un moyen — peu malaisé à trouver — d'exalter la paix : c'était de ne pas commencer par élever un monument en l'honneur de la guerre.

LA

GUERRE RUSSO-JAPONAISE

Autour de Port-Arthur

Différents bruits contradictoires circulent à Pétersbourg sur les proportions et les circonstances dans lesquelles aurait eu lieu le combat sur terre et sur mer de Port-Arthur.

La version considérée ici comme la plus vraisemblable et probable, est celle du correspondant du journal *Rouss* à Liao-Yang. Ce correspondant a télégraphié que, selon le récit des Chinois arrivés de Liao-Yang, les Japonais auraient attaqué Port-Arthur par terre et par mer, le 2 juin, mais auraient été repoussés, perdant 3,500 morts et blessés, et que quatre torpilleurs japonais auraient, croit-on, coulé.

Les autres informations sont considérées comme fantaisistes.

Une autre dépêche de Pétersbourg, du 9 juin, dit qu'on admet ici que dans la dépêche envoyée de Liao-Yang, la nuit passée, le télégraphe a dû commettre une erreur de transmission, et que, par suite, dans l'attaque des Japonais contre Port-Arthur, qui a été repoussée, ce n'est pas la troisième armée japonaise qui aurait été détruite, mais il faut lire : « Un tiers de l'armée japonaise aurait été anéanti ».

INFORMATIONS

Commission des congrégations

La commission des congrégations a entendu M. Chaumié sur les conséquences financières de la loi sur la suppression de l'enseignement congréganiste.

La suppression de l'enseignement congréganiste

M. Mill a déposé les amendements suivants à l'article 27 de la loi sur l'enseignement secondaire privé :

Art. 27 bis. — Le nombre des élèves des petits séminaires sera limité, dans chaque diocèse, conformément à un tableau qui sera dressé tous les ans par le ministre des cultes, indiquant le nombre des places laissées vacantes par les entrées des élèves du petit séminaire dans les classes du grand séminaire du même diocèse.

Art. 27 ter. — Le nombre des élèves placés dans les petits séminaires ne pourra excéder 2 500 par an. Aucun externe ou demi-pensionnaire ne pourra être reçu dans lesdites écoles.

Art. 27 quater. — Les élèves qui se présenteront pour obtenir les grades

de bachelier ne pourront, avant leur entrée dans les ordres sacrés, recevoir qu'un diplôme spécial, lequel n'aura d'effet que pour parvenir aux grades en théologie.

Crédits coloniaux

Le gouvernement vient de déposer un projet de loi tendant à ouvrir au ministère des colonies des crédits supplémentaires et extraordinaires, s'élevant à 25 millions 122 000 francs, au titre de divers chapitres du budget colonial de l'exercice de 1904, pour l'envoi et l'entretien de contingents supplémentaires de troupes en Indochine, ainsi que pour la reconstitution du magasin de munitions de Diego-Suarez.

Les élections consulaires

M. Dormoy vient de déposer le rapport qu'il a fait au nom de la commission. Les conclusions de ce rapport sont les suivantes :

« Il y a lieu de faire élire les membres des Chambres de commerce par les mêmes électeurs qui nomment les juges des tribunaux de commerce. »

« Il y a lieu de repousser la proposition de M. Suchet, qui tend à l'élection du président, des juges titulaires et suppléants des Tribunaux de commerce au scrutin de liste, par un seul bulletin de vote, et de repousser aussi la disposition qui porte que l'élection sera acquise dès que les candidats auront réuni la moitié plus un des suffrages exprimés, quel que soit le nombre des électeurs inscrits. »

La commission propose enfin l'obligation pour les candidats de faire une déclaration à la préfecture de leur arrondissement huit jours au moins avant le scrutin.

La Convention franco-anglaise

La gauche démocratique s'est occupée de la convention franco-anglaise.

Plusieurs membres du groupe ayant formulé diverses observations au sujet des dispositions relatives au Maroc, il a été décidé que le bureau du groupe et M. Bayol iraient demander des renseignements complémentaires au ministre des affaires étrangères.

Dans l'Ouest africain

Les nouvelles de nos diverses colonies du Bénin et de l'Ouest africain sont généralement satisfaisantes. Au Congo, cependant, le calme n'est pas rétabli; la route de Mayonhe, notre seule voie de pénétration commerciale n'est pas très sûre; les convois de caravanes sont fréquemment inquiétés.

Au Dahomey, la situation est également satisfaisante. La construction du chemin de fer de pénétration est menée rapidement.

L'Espagne et la triplique

A la Chambre espagnole, le comte Romanones a prononcé les paroles suivantes, qui produisent une grande sensation en Espagne :

« Il est arrivé que l'Espagne a été compromise durant cinq ans, dans la triple alliance sans que personne l'ait su, sans que plus de deux ou trois personnes aient été dans le secret et que l'Espagne n'a pas continué à appartenir à la triple alliance et de la peut-être de très grands maux — également par suite de la réserve observée par deux ou trois personnes sans que, non seulement les Cortès, mais encore ceux qui occupaient les plus hautes situations politiques, aient eu connaissance de ce changement de politique. »

Tous les journaux, libéraux et républicains, excitent les membres de leurs partis à réclamer des explications catégoriques et précises sur les faits qu'ils sont unanimes à qualifier d'anticonstitutionnels et antiparlementaires, ainsi que sans précédents, depuis l'établissement du régime parlementaire en Espagne.

Petites Nouvelles

Un comité national vient de se constituer à Rimini pour offrir à la France une statue du Dante.

On annonce que Jacques I^{er}, empereur du Sahara, renonce à sa couronne; il se trouve à Bruxelles où il paraît vouloir se fixer.

M. Pelletan ministre de la marine, se rendra à St-Etienne le 25 juin et y séjournera jusqu'au 29.

M. le docteur Roux a été nommé directeur de l'Institut Pasteur, en remplacement du docteur Duclaux, décédé.

M. Combes, président du Conseil, assistera au concours des sociétés musicales qui aura lieu à Carcassonne. Il présidera un grand banquet démocratique qui sera organisé en son honneur.

Le sous-lieutenant Molinié, du 9^e d'infanterie, en garnison à Agen, qui assassina sa maîtresse, une chanteuse de café-concert, a été acquitté par le conseil de guerre de Toulouse.

MOTS DE LA FIN

On dit que la « question du tunnel sous la Manche est revenue sur l'eau ».

Il sera peut-être plus difficile de placer le tunnel sous l'eau.

REVUE DE LA PRESSE

De M. Rouanet dans *l'Humanité*, sur les bataillons d'Afrique :

La législation nouvelle, c'est une constatation que nous sommes heureux de faire, est donc infiniment plus humaine, plus équitable que l'ancienne, et réalise un progrès évident sur l'état de choses antérieur. Néanmoins, l'incorporation de jeunes gens ayant subi une peine qui n'est ni afflictive ni infamante, dans un même corps, a des inconvénients de toute nature, et on ne saurait trop regretter que la majorité n'ait pas cru devoir supprimer l'article 5, faire disparaître définitivement les bataillons d'Afrique de nos institutions militaires.

Revue de la Presse locale

Du *Quercinois* :

Grâce à l'agitation, aux menaces de l'orage qui se prépare, le gouvernement peut continuer sa course vers l'abîme. Au milieu des préoccupations auxquelles tous les esprits sont en proie, on paraît suivre les entreprises liberticides de nos maîtres d'un regard distrait, car on entend déjà le bruit grondant de la démagogie en marche. On est suspendu dans l'attente des événements qu'on prévoit. Dans la crainte de devancer l'époque du cataclysme on demeure anxieux.

CHRONIQUE LOCALE

La suppression des processions

LA PROTESTATION DE L'ÉVÊQUE

Violent ressentiment. — Une étrange base d'argumentation. — L'armée noire contre les Institutions républicaines. — L'algarade du Pape. — Neutralité serait duperie.

Dans une lettre aux fidèles, dont la forme modérée cache mal un violent ressentiment, M. Enard, évêque de Cahors, annonce à son diocèse la suppression des processions qu'il désapprouve naturellement en se basant sur... la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

On conviendrait que la base de son argumentation est étrange et il semble que M. Enard reprenne à son compte le mot de Veauville : « Je vous réclame la liberté au nom de vos principes, et je vous la refuse au nom des miens ».

Et nous trouverons invraisemblable que M. l'Evêque de Cahors se serve comme argument de l'article de la Déclaration : « nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi » — tant qu'il ne nous aura pas dit qu'il réprovoque l'article 19 du *Syllabus* :

L'Eglise est une vraie et parfaite société pleinement libre, elle jouit de ses droits propres et constants que lui a conférés son divin fondateur et il n'appartient pas au pouvoir civil de définir quels sont les droits de l'Eglise et les limites dans lesquelles elle peut les exercer.

M. l'Evêque de Cahors oublie sans doute ou cherche à faire oublier que l'Eglise, malgré tout l'opportunisme qu'elle affiche, admet encore comme absolument vrais les articles du *Syllabus* et que pour la plupart des prêtres et des cléricaux la Déclaration des Droits de l'Homme est une hérésie ! qu'il n'y a que deux sortes de droits : les droits de Dieu et les droits de l'Eglise. M. l'Evêque de Cahors oublie que dans tout le siècle écoulé et surtout depuis la République, le clergé s'est érigé en parti politique, qu'il a constamment pris position dans nos luttes électorales, que depuis les grandes villes jusqu'aux plus petits hameaux, les curés dans leur chaire, dans les journaux, dans les Revues n'ont cessé de mener un combat terrible contre les institutions que le pays s'est librement données; qu'il a cherché, qu'il a voulu la lutte.

Et ce parti cléricale, et ses chefs, les évêques, les curés, les vicaires, viennent se plaindre d'avoir reçu dans la lutte des horions et d'en recevoir encore.

La suppression des processions, n'est qu'un épisode non pas d'une lutte religieuse, mais d'une lutte politique.

Et tous les républicains, tous les anticléricaux affirmeront que si l'Eglise s'était cantonnée sur son véritable terrain, si les curés s'étaient contentés dans leurs églises de prêcher la doctrine de celui qui a dit : « aimez-vous les uns les autres ; ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ; ne tuez pas, ne volez pas... », tous les républicains, dis-je, affirmeront que la bataille anticléricale n'existerait pas. Mais, dans toutes les luttes politiques, dans toutes les élections, l'Eglise s'est dressée, elle a eu ses candidats ; elle a eu ses journaux, elle a eu son trésor de

guerre ; elle a combattu en corps organisé ; en parti uni, homogène, cohérent ; elle a donné des coups, elle en a reçu. De quoi se plaint-elle ?

Si l'Eglise veut bénéficier des articles de la Déclaration des Droits de l'Homme, il faut qu'elle ne menace plus par son incessante intervention l'existence de la République, il faut qu'elle cesse de vouloir dominer le pouvoir civil et de vouloir s'occuper des choses temporelles. Ce jour là la paix lui sera assurée.

Ce ne sera, malheureusement pas demain ; ce n'est en effet pas en quelques années que l'on renonce à une domination qui s'exerce depuis des siècles. Et la dernière algarade du pape voulant intervenir dans notre politique extérieure et obliger le Président de la République à rendre visite à Victor-Emmanuel à rendre visite à Rome, prouve que le pape et son Eglise ne se contentent pas de régner sur les âmes ; des intérêts beaucoup plus matériels hantent leur cerveau ; et comme sur ce terrain, ils se heurtent à l'Esprit moderne il faut, qu'ils y mettent le pied, qu'ils se résignent à la lutte et à toutes ses conséquences et qu'ils cessent de demander à l'Etat, au nom d'une déclaration qu'ils sont les premiers à mépriser, une neutralité qui dans l'état actuel des choses et des esprits, serait une duperie, une abdication, une capitulation.

LE JOURNAL DU LOT

La prudence de Monseigneur

Un évêque respectueux des « Grandeurs ». — Prose mielleuse. — M. Enard bonapartiste. — A toi, Poincaré !

M. Enard est décidément un prudent ; il sait que M. Combes est ministre des cultes et dispose des grosses prébendes archiepiscopales ; aussi se garde-t-il de protester contre les actes gouvernementaux.

Mais d'autre part il lui déplaisait de tomber dans la situation des Le Nord de Dijon, ou des Geay de Laval ; illustres grandeurs méprisées par leur clergé.

Dès lors, que faire pour éviter d'être traité de « franc-maçon » par ses prêtres et ses bigotes ?

Un moyen s'offre : la suppression des processions et M. Enard en profite et proteste ; mais il proteste sagement... et prudemment.

A qui en effet s'adressent les objections que Monseigneur a insérées dans le long factum qui a été lu au pône de dimanche, selon ses ordres, dans toutes les paroisses de la commune de Cahors ?

Est-ce à l'arrêté municipal, aux considérants exposés par le maire comme motifs de sa décision ? Pas du tout, une seule phrase les vise et combien courte et aimable ! D'un bout à l'autre de la diatribe, l'Evêque n'a qu'un adversaire en vue, c'est la collectivité des pétitionnaires qui ont exigé le respect de la loi ; avec un grand courage M. Enard attaque les groupes modestes de républicains, mais quand il a à faire à M. le Maire il le respecte. Pour avoir la clef de cette attitude, il n'est pas besoin d'être grand clerc ; M. Costes est sénateur et ce qui pis est, sénateur du bloc.

L'envie des grandeurs voilà donc le commencement de la sagesse.

Mais, par contre, ce n'est pas le commencement d'une argumentation solide sur le terrain des faits et des textes. Nos lecteurs se rappellent que dimanche dernier, nous avons répondu par avance à la façon de voir de M. Enard, sur l'obligation pour les Catholiques de s'abstenir de toute manifestation extérieure « là où il y a des temples destinés à différents cultes ». C'était une réflexion de M. l'abbé Viguié qui nous avait conduit à discuter l'article 45 des articles organiques et la valeur de son application légitime en l'espèce.

Sur ce point il nous faut convenir que l'évêque de Cahors est moins crâne que son subordonné ; ce n'est pas de « faux historique » qu'il argue, il se contente de louver, de biaiser, et pour tout dire de donner une entorse à la vérité sur le dos des ministres de Bonaparte.

Dès 1803, écrit-il, les ministres de l'Intérieur exigeaient, pour refuser les processions, « un consistoire légal, avec un chiffre de 6,000 adhérents. »

Ainsi donc, ce n'est pas au texte même de la loi qu'il faut en référer pour en comprendre le sens ; il faut avoir la foi et la foi en qui ? Dans les commis, les ministres d'un homme qui a profité de la confiance que la République avait mise en lui pour la « Juguler ». Monsieur l'Evêque sans doute ignore qu'en 1803, Bonaparte avait déjà commis une trentaine de coups d'Etat par interprétation sur la constitution de l'an VIII.

Et puisque Monseigneur se montre si chaud partisan des actes d'un dictateur en qui il voit « l'homme qui a rétabli l'ordre en France après la Révolution », qu'il nous dise s'il prend à

son compte et approuve toute la série de ses actes et en particulier la façon énergique avec laquelle furent traitées les choses d'Eglise et la personne de Pie VII de 1807 à 1813.

Croyez-nous, Monseigneur, mieux vaut, même pour vous, le désordre dans la liberté à la façon du Directoire et de la troisième République par la séparation de l'Eglise et de l'Etat, que l'ordre dans le Concordat à la façon de Napoléon I^{er}.

Si l'on demandait à M. Poincaré son opinion ?

Au sujet de la fête du 19

A la suppression des processions, les cléricaux répondent par une campagne violente contre les fêtes populaires. Ils ne rendent plus la municipalité, les élus municipaux responsables de cette suppression, mais seulement le cercle de la jeunesse laïque : Le *Quercinois* fait plus, il s'en prend jeudi, à l'Union littéraire et artistique de Cahors, qui organise, pour le 19 juin, une fête de fleurs et un concours de Jeux Floraux.

Le public cadurcien se souvient du succès obtenu par ces fêtes à Cahors. Les commerçants ont constaté les bénéfices qu'ils avaient retirés de l'affluence des visiteurs qui, de tous les points de l'arrondissement étaient venus dans notre ville.

Eh bien, ces fêtes ne valent plus rien : elles sont trop populaires, elles sont une trop grande source de profits pour nos commerçants. Le *Quercinois* n'en veut pas.

Puisque les processions sont supprimées, les catholiques, dit-il, ont pour devoir de ne participer à aucune fête publique, surtout lorsque cette fête sera organisée par la Jeunesse laïque et l'Union littéraire.

Et déjà des pères de familles ont refusé d'adhérer à la fête de fleurs ; des fonctionnaires même, après l'avoir acceptée, ont renvoyé, sans la remplir, la feuille d'adhésion au président de l'Union littéraire.

Que produira cette campagne ? Venant après le placard du comité progressiste, l'article violent du *Quercinois* décidera peut-être quelques familles à s'abstenir de toute fête locale pendant quelques mois.

Et cependant, qui souffrira de l'attitude de ces familles, sinon les commerçants ?

La vengeance des progressistes et des membres du cercle catholique s'exercera seulement contre ceux que le *Quercinois* prétend défendre quand il proteste contre la suppression des processions.

Mais c'est sur les membres du Cercle de la Jeunesse laïque que l'auteur de l'article du *Quercinois* déverse sa haine.

Ceux-là, durant une colonne, sont servis de bonne façon. C'est contre eux une charge à fond de train, une avalanche d'épithètes qui seraient injurieuses si l'on ne savait qu'elles sont adressées par un membre de la catho.

Intimidation, menaces, accusations rien ne manque ; l'auteur de l'article a voulu que sa campagne obtienne un résultat ; et il n'hésite pas à déclarer que les membres du Cercle de la Jeunesse laïque sont allés chanter la Carmagnole et l'Internationale sous les fenêtres du colonel Jacquin et qu'ils ont poussé l'audace jusqu'à lancer des pierres à travers les carreaux tout en jetant à tous les échos leur cri favori : « A bas l'Armée ! »

On ne se justifie pas contre ces lâches et gratuites accusations qui ont pour but d'obliger le Colonel à refuser aux musiciens du 7^e l'autorisation de prêter leur concours à la fête de fleurs.

Quant aux menaces de faire jouer le martinet du Père Croquemitaine sur les joues emmaillottées de ces échappés du hibernon, et d'enlever le barrage qui fermera la promenade, l'auteur ne dit pas si c'est lui et ses camarades « les isolés », de la Jeunesse catholique qui se paieront cette distraction.

La fête de fleurs — si elle a lieu — sera donc privée du concours des catholiques fervents ; nos allées Fénélon ne seront cependant pas désertes.

Il y aura toujours assez de citoyens et de citoyennes pour admirer et applaudir la fête organisée par la Société littéraire et non par le Cercle de la Jeunesse laïque.

Et la Société littéraire, malgré la campagne haineuse menée par les cléricaux, par les membres de la Jeunesse catholique, obtiendra, nous en sommes certains, un succès encore plus grand que celui de l'an dernier.

Ce sera cette année la fête vraiment populaire, et puisque les cléricaux le veulent, disons-le bien haut, ce sera la fête des républicains.

LOUIS BONNET.

Les élections cantonales

Comme nous l'avons annoncé, il se confirme que les élections départementales auront lieu le 7 août et non le 31 juillet.

Fête de fleurs enfantine

Les Cadurciens sont témoins que l'Union Littéraire — dédaigneuse des attaques dirigées contre son esprit, la dignité et l'honneur de ses membres — a tout fait pour se cantonner dans une attitude de sage réserve : elle avait cru prudent et digne de renoncer à une fête sans manifestation qualifiée de manifestation politique.

Les délateurs vont plus loin, paraît-il ; ils insinuent, à présent, que si l'Union Littéraire a renoncé à donner sa fête de fleurs, c'est qu'elle était « soudoyée pour agir ainsi ».

En présence de ces perfidies, la Société informe le public cadurcien que, revenant à sa première décision, la Fête de fleurs enfantine se fera le 19 Juin sur les Allées et cela gratuitement.

Elle compte que la population lui prêterait tout son concours pour que cette fête de nos enfants ait le caractère et l'éclat qu'elle est en droit, plus que jamais, d'espérer.

LE BUREAU DE LA SOCIÉTÉ.

Levée de boîtes aux lettres

On sait que sur la demande des sous-agents des postes les 6^e et 7^e levées des boîtes aux lettres ont été supprimées le dimanche et jours fériés.

Cette mesure qui a reçu un avis favorable du Conseil municipal et l'approbation de la Chambre de commerce a été mise à l'essai pendant 3 mois.

Or, pour que cette mesure soit connue du public, l'administration des postes a fait coller sur toutes les boîtes supplémentaires, une bande de papier portant avis de cette mesure.

Depuis quelque temps, ces avis sont enlevés presque aussitôt posés, ce qui est très préjudiciable pour le public qui ne peut pas se rendre compte de l'heure exacte de la levée des boîtes.

Ajoutons que cette mesure n'est que provisoire, car prochainement, l'avis portant suppression des 6^e et 7^e levées sera point sur les boîtes.

Conseil de Préfecture

Séance du vendredi 10 juin

Protestations contre les élections municipales.

Les sieurs Ayroles, Lalo et consorts, d'Aynac, contre les élections du premier mai à Aynac. On avait ordonné une enquête. Après enquête et plaidoiries, le Conseil annule les élections.

Les sieurs Danroc, Lapeyre et consorts, de Bretenoux, contre les opérations électorales du premier mai à Bretenoux. En délibéré.

Les sieurs Baldy, Lacroix et consorts, de Francoules, contre les opérations électorales du premier mai à Francoules. Protestation rejetée.

Les sieurs Bessières, Fournié et consorts, de Trépoix-Rassiers, contre l'élection de l'adjoint. Désistement des protestations.

Le sieur Lavinal, de Ruyres, contre les opérations électorales du premier mai à Ruyres. Renvoyé à mercredi 15 juin cotrait.

Le sieur Carayon, de Cahors, contre la ville de Cahors. Aque due de la place des Carmes. Demande en indemnité pour dommages. Expertise ordonnée.

Syndicats réunis

Dans sa réunion du 10 juin, dans une des salles de la mairie de Cahors, les délégués des syndicats réunis ont composé leur bureau provisoire de la façon suivante :

Secrétaire général de la Bourse du Travail : Paul Alaux, du Syndicat des ouvriers peintres.

Trésorier : Cahoux, du Syndicat des employés de commerce.

L'Assemblée décide, à l'unanimité, qu'une deuxième démarche sera faite auprès du maire pour que la question de la Bourse du Travail, promise aux Syndicats cadurciens par l'ancien Conseil soit discutée prochainement.

Ordre est donné au secrétaire général d'écrire à M. le maire à ce sujet.

Les délégués décident ensuite de reconstituer sur des bases solides l'ancienne fédération des syndicats cadurciens. Chaque délégué fera cette proposition à son syndicat qui sera ensuite discutée en réunion plénière de tous les membres inscrits.

Le Secrétaire général provisoire de la Bourse du Travail.

PAUL ALAUX.

Spectacle sensationnel

Ce soir, à 8 h. 1/2, au grand café de Bordeaux, représentation par l'Aïssaoua, algérien, Ali-ben-Soliman qui présentera les mystérieuses et incroyables coutumes fanatiques de la Secte.

Théâtre de Cahors

Nous rappelons avec plaisir à nos lecteurs la belle représentation classique qui nous est annoncée pour dimanche en matinée. C'est bien là un spectacle de premier ordre, tant au point de vue du programme que de l'interprétation. Une troupe parisienne dont les éléments ont été em-

pruntés, pour les principaux rôles, au théâtre national de l'Odéon, nous donnera deux chefs-d'œuvre classiques : le Cid, de Corneille et les Précieuses ridicules, de Molière.

Caisse nationale d'épargne
Opérations effectuées dans le département de Lot pendant le mois de mai
Versements reçus de 742 déposants, dont 145 nouveaux. 180.809 51
Remboursements à 675 déposants, dont 89 pour solde. 176.411 90
Excédent des versements. 4.457 61

Les Prévoyants de l'Avenir
Voici la situation, au 1^{er} juin 1904, de la Société civile de retraites « Les Prévoyants de l'Avenir » :
Capital. 47.556.266 fr.
Sociétaires existants. 401.009
Sections. 1.779
Sommes payées aux rentiers. 1.377.710 fr.

PROGRAMME DES 9 ET 12 JUIN 1904
Ronde des Ménétries. Apté.
Valse poudrée. Popy.
Les Mousquetaires au Couvent (Paul). Varney.
Danse Persane. Guiraud.
La Fille du Tambour-major (Quadril). Offenbach.
Allées Fendou, de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2

ETAT CIVIL DE LA VILLE DE CAHORS Du 4 au 11 juin 1904

Naissances
Barbé, Louis-Alexandre, rue de la Mercl, 5.
Robert, Fernand-Marie-Emma, au faubourg Cabessut.
Bouzerand Madeleine Paulette-Isabelle, rue Nationale, 34.
Lafon Madeleine-Jeanne-Louise, rue du Lycée 8.
Marqués Marie-Henry-J an-Joseph, rue Feydel, 14.
Mariages
Blaquier, Louis, musicien et Verliac, Marie, cuisinière.
Coudis, Pierre, sergent rengagé et Cayrol, Maria, s. p.
Décès
Peyrot, Pierre, employé au chemin de fer, 56 ans, rue de la Caserne.
Pesquier, Pierre, sous-agent des postes en retraite, 79 ans, rue de l'A-breuvior, 5.
Layfou, Catherine, s. p. épouse. Delmas, 66 ans, rue Darin, 11.
Cammus, Joséphine, lingère, épouse Montet, 29 ans, rue du Port-Bullier, 8.
Barbé, Louis-Alexandre, 5 jours, rue de la Mercl, 5.
Jargeau Pierre, cultivateur, 78 ans, célibataire à l'hospice.
Astruc Jean, cultivateur 77 ans, rue St-Urcisse, 20.

Arrondissement de Cahors

Catus. — Le Conseil municipal se réunira dimanche 12 juin à 4 heures du soir pour tenir sa dernière réunion de la session de mai. Cette séance sera une des plus importantes de l'année quant à son ordre du jour qui comprendra surtout l'élaboration des budgets.
Ignorance ou incurie. — Nos lecteurs se rappellent que plusieurs avis du comice agricole du canton de Catus ont mis en garde nos cultivateurs contre les ravages que causent chaque année les chenilles à nos arbres fruitiers.
Malgré ces avertissements, tantôt gratuits tantôt payés, la presque unanimité des propriétaires ruraux laissent dévorer bénévolement leurs arbres, qu'ils pourraient protéger presque gratuitement.
Péchent-ils par ignorance ou par incurie ?
Peut-être y a-t-il un peu de l'un et de l'autre.
Dans tous les cas le bureau du comice rappelle une dernière fois que l'on peut détruire les chenilles parasites de nos arbres ou de nos légumes avec des pulvérisations de jus de tabac étendu de 50 fois son volume d'eau et additionné d'une livre de cristaux de soude. Cette association tient toujours à la disposition de ses membres du jus de tabac titré de la régie qu'elle délivre gratuitement.
Calvignac. — Deux poids et deux mesures. — Nous avons comme receveuse à la gare, une bonne dame qui ne veut pas voir circuler sur le trottoir de la gare, le public, même les expéditeurs de fraises, et cependant elle a affiché, un ordre de la compagnie portant que les expéditeurs étaient tenus à aider la receveuse.
Voyez lecteurs, l'incohérence défensive d'aller sur le trottoir, et prière d'aider à la manutention des marchandises.
Soit : mais alors cette mesure doit être appliquée à tous et on ne doit pas tolérer, pour voir ce qui se passe, l'accès du bureau, ou du trottoir, à des personnes autres que celles qui ont un colis, quand bien même ces personnes auraient une particule : car on ne peut expédier ou recevoir un colis sans que certaines personnes en aient connaissance.
Nous demandons à Mme la receveuse qu'il n'y ait pas deux poids et deux mesures.
Concoits. — Le nouveau conseil.
Les concoits ont voulu faire l'essai d'un conseil municipal réactionnaire et clérical. C'est leur affaire. Ils auront quatre ans pour apprécier les résultats de l'expérience.
L'immense effort fait par les précédents conseils républicains pour doter

la commune des avantages moraux et matériels auxquels elle pouvait aspirer : administration ferme et sage autant qu'économique, réseau vicinal complet, création du bureau des postes et télégraphes, locaux scolaires répondant aux nécessités du service, établissement de foires mensuelles et marchés, comice agricole, caisse d'assistance mutuelle contre la mortalité du bétail, etc., etc. tout cela n'était rien pour eux. Ils ont cru trouver mieux sous la tutelle du curé. A cet effet, nous reconnaissons volontiers qu'il ne pouvait être fait un meilleur choix des édiles : ceux-ci sont tous des gens fort bien en cour, prudents, influents, capables, auxquels la direction des affaires communales ne sera qu'un jeu ; et puis, si l'administration supérieure s'avise de ne pas leur être favorable, ils s'adresseront au Saint-Esprit dont les célestes opérations n'ont plus de secrets pour eux.
Alors, électeurs, soyez fiers de votre œuvre et réjouissez-vous, Concoits va voir s'ouvrir une ère de prospérité nouvelle. A peine votre nouveau conseil est-il installé, que déjà il a mis trois grands projets à l'étude. Les voici, si je suis bien renseigné :
1° Captage des eaux du Bornac et les canaliser sur Concoits avec des prises intermédiaires pour tous les villages de la commune. — On ne pourra donc plus vous appeler les Suce-toits.
2° Utiliser une chute d'eau sur le Lot, entre Bouziès et St-Géry, pour vous éclairer à l'électricité et fournir, moyennant redevance à la commune, la force motrice à deux importantes usines que vont établir, à votre chef-lieu, deux de vos représentants négociants en truffes. — Chacune d'elles occupera, dit-on, 200 ouvriers.
3° Etablissement d'une ligne de chemin de fer (à voie étroite seulement) reliant Concoits avec Villefranche-du-Rouergue et la ligne de Cahors-Capdenac, par Arcambal.
N'est-ce pas de bon augure, et n'y a-t-il pas là de quoi calmer les impatients ! Au point de vue spirituel ce sera encore mieux. On vous avait dit : « Si vous votez pour les amis de M. Combes, les Républicains, au lendemain des élections votre église sera fermée ou transformée en salle de bal, vos croix renversées et brisées, votre cimetière profané, etc... » Et en face d'un aussi grand bien, élevant vos âmes à la hauteur des urnes, vous avez voté pour des hommes de foi, les plus aptes à conjurer la catastrophe !... Grâce à vous, la France et la Religion sont sauvées ! Aussi, en revanche, par l'intermédiaire de vos élus, toutes les faveurs célestes vont pleuvoir sur vous maintenant. Par eux encore vous aurez la vraie pluie, grand facteur des biens terrestres celle-là, puisqu'une procession des douze, curé en tête, suffira pour amener et faire crever les nuages. Alors les truffes pousseront toutes seules, comme à l'ordinaire du reste, mais cette fois sous n'importe quel arbre, et grosses comme des citrouilles ; sans compter les autres récoltes secondaires, comme celles des topinambours et de ananas par exemple, qui feront aussi merveille. Enfin, Concoits ne sera pas le Paradis perdu de Milton, mais la Terre promise des Hébreux retrouvée. Et tout sera pour le plus grand bonheur dans la mieux administrée des communes.
X. et Z.

St-Vincent-rive-d'Olt.

Nous recevons une longue lettre de M. Lamouroux, conseiller municipal républicain des Roques.
M. Lamouroux nous somme « après avoir consulté son homme d'affaires » qui lui a parlé de la loi de 1881 que nous devons connaître mieux que lui », nous somme, disons-nous, d'insérer une précédente lettre déjà reçue.
M. Lamouroux est certainement un excellent homme ; mais lui et son « homme d'affaires » ne connaissent pas suffisamment sans doute la loi de 1881.
Nous ne sommes nullement tenu à l'insertion d'une lettre qui contient des propos injurieux envers des tiers ; donc nous ne tiendrons aucun compte de la sommation.
— Ceci dit, M. Lamouroux déclare qu'il est un républicain ardent et convaincu.
Bien volontiers nous lui donnons acte de son affirmation.
Mauroux. — Foire. — La foire n'a pas été belle.
Les cours des bœufs sont stationnaires.
Moutons gras, 75 cent. le kilog. ; autres de 12 à 25 fr. l'un.
Agneaux, de 15 à 20 fr. l'un.
Porcs salés, basse sensible.
Poulets, 60 cent. la livre.
Poules, 90 cent. la livre.
Lapins domestiques, 25 cent. la livre.
Oisons de 8 jours, de 3 fr. à 3 fr. 50 la paire.
Canetons métis, 1 fr. 50 la paire.
Canetons communs de 80 cent. à 1 fr. la paire.
Eufs, 55 cent. la douzaine.
Batteraves pour planter de 40 à 50 cent. les 100 pieds.
St-Géry. — Séance du Conseil municipal du 5 juin. — Convoqué de nouveau pour le règlement du budget le conseil est au complet, nos édiles font preuve d'une assidue exemplaire ; c'est que la séance doit être intéressante, on en est convaincu d'avance.
M. le Maire expose la situation financière de la commune et donne lecture article par article de la nature des recettes et des dépenses. L'ensemble est acceptable pour tous, sauf sur un crédit que M. Dols rapporteur de la commission, trouve être contraire aux intérêts de la section.
Après l'exposé de sa proposition, la séance devient tumultueuse : le conseil se trouve de fait divisé en deux fractions égales, les représentants de la section sont en opposition formelle avec ceux de St-Géry. Chacun fait entendre ses raisons, on voit les conseillers s'interpeller vivement : Dols s'indigne, Marcouly et Colonge parlent de promesses antérieures, Rey parlemente, Labro explique certaines conditions établies. Marty soutient les intérêts de St-Géry auquel s'adjoint Marcenac et Com-

be, Dablanç s'agit au milieu de ceux-ci, Coudere soutient ses collègues et devant ce brouhaha le maire avec sa sérénité habituelle répond avec sang-froid aux diverses objections soulevées de part et d'autre ; il arrive cependant un moment où il est obligé de rappeler nos édiles au calme et au silence et comme conclusion annonce qu'il va procéder au scrutin public sur la motion Dols. — Le résultat est le suivant :
Pour : Dablanç, Colonge, Marcouly, Dols, Magne, Coudere
Contre : Cayla, Marty, Rey, Combe, Marcenac, Labro.
En conséquence, le crédit n'est pas voté, le budget tel qu'il est présenté est refusé, sans laisser entrevoir une solution immédiate et le maire lève la séance. Prochaine réunion dimanche.
Bouziès. — Dimanche dernier notre dévoué conseiller général, M. Ernest Talou est venu dans notre commune pour rendre compte de son mandat aux électeurs.
Reçu par le conseil municipal, il a été l'objet d'une belle manifestation de sympathie de la part des habitants de la commune.
Environ 80 électeurs se pressaient sous le préau de l'école où avait lieu une réunion publique.
M. Talou, dans un éloquent discours a résumé les travaux du Conseil général et a montré que les intérêts du canton de St-Géry n'avaient pas été négligés.
Les discours du sympathique conseiller général a été accueilli par de chaleureux applaudissements : puis M. Bessac, conseiller municipal a lu l'ordre du jour suivant :
« Les électeurs républicains de la commune de Bouziès, après avoir entendu les déclarations du citoyen Ernest Talou, qui a rendu compte de son mandat. Approuvent la façon dont il l'a rempli, le félicitent de son dévouement aux intérêts généraux et particuliers du canton, ainsi que de ses votes fermement républicains et sont heureux de lui témoigner leur entière confiance ».
Cet ordre du jour, mis aux voix a été voté à l'unanimité des citoyens présents qui firent une chaleureuse ovation au dévoué et distingué conseiller général du canton, dont la réélection est assurée à une bonne majorité.
Dans tous les cas, les électeurs de la commune de Bouziès, sauront faire tout leur devoir d'excellents républicains en votant pour M. Talou.
Vers. — Service télégraphique. — L'Officiel du 9 juin publie une décision de M. le sous-secrétaire d'Etat des postes, qui autorise l'organisation d'un service télégraphique municipal dans la commune de Vers.
Arrondissement de Figeac
Bretenoux. — Les élections municipales de Bretenoux. — Le Conseil de préfecture du Lot, dans sa séance du 10 juin, s'est occupé de la protestation contre les élections municipales de Bretenoux.
M^e de Valon, dans une excellente plaidoirie, a demandé que les élections du 1^{er} mai donnant lieu à un scrutin de ballottage.
L'affaire a été mise en délibéré.
Puybrun. — Autour d'une profession de foi suite. — « Nous avons conscience d'avoir fait entièrement notre devoir et d'avoir fait tout ce qu'il était possible en faveur de notre commune tout en ménageant ses intérêts financiers ».
Dans quelles circonstances ont-ils été menagés, ces intérêts financiers ? Est-ce en sacrifiant comme par plaisir le secours du Conseil général à l'occasion du chemin de Mas-de-Borie et en confiant à des intermédiaires et sans contrôle des distributions aux indigents ? Ou encore en faisant impayés les concessions au cimetière ou en laissant empirer les chemins déclassés ou abandonnés ? Nous aimerions à avoir là-dessus quelques précisions.
« Vous nous vengerez par votre verdict de confiance, de toutes les calomnies que depuis 4 ans on a déversées à flots sur nous et auxquelles nous avons répondu par le plus profond mépris, seule réponse à faire aux appréciations dictées par la haine, l'envie et la méchanceté ».
Calomnies et injures ! Comme le comité serait heureux d'apprendre dans quelles circonstances il en a déversé des flots sur l'ancien conseil. — A nos accusations précises ou à nos questions embarrassantes le Conseil a toujours répondu par... le mépris, arme vieille et fort usée dont on se sert à défaut de bonnes raisons.
Si nos appréciations sont calomnieuses, Messieurs du Conseil, il est des lois et des tribunaux pour les appliquer, mais nous connaissons trop votre grand chef pour supposer qu'il nous eût épargnés dans ce cas. Il est en tout cas indéniable, qu'à l'expiration d'un mandat et pendant la durée de ce mandat celui à qui on a confié doit rendre compte de ses actes à ses électeurs ; et c'est ce que vous avez toujours refusé de faire, vous êtes donc fort mal venus en nous répondant simplement par le coup du mépris et vous vous moquez ainsi agréablement de vos électeurs.
(A suivre) Un comitard.
Cajarc. — Aujourd'hui dimanche, notre petite localité est en fête.
La section des Vétérans des Armées de terre et de mer va assister à la remise solennelle de son drapeau et rien n'a été négligé pour donner à cette petite cérémonie le caractère d'une fête populaire.
Un petit incident avait, il y a quelques jours, failli diminuer l'éclat de cette belle journée, en empêchant l'Alliance Cajarcoise de prendre part à la cérémonie.
Un membre de la commission de cette Société avait exigé que M. Larnaude, notre sympathique conseiller général, président de la section des Vétérans, voudrait bien apposer la demande faite par le secrétaire — et signée du vice-président et de quelques membres, —

priaient l'Alliance Cajarcoise de prêter son concours pour cette journée.
On trouvait étrange de ne pas voir la signature du président au bas de cette demande.
M. Larnaude, dans une charmante lettre au chef de musique, a remis les choses au point, car il a expliqué qu'une commission spéciale était nommée pour l'organisation des fêtes — commission dont il ne faisait pas partie — il n'avait pas à s'ingérer dans ce qui pouvait faire cette commission, très bien composée du reste.
L'Alliance Cajarcoise s'est rendue à toutes ces bonnes raisons et l'incident est clos.
Nous serons, peut-être quelque jour obligés de tempérer le zèle du commissaire qui a soulevé la discussion, car il a tout l'air de parler quelquefois sans trop réfléchir.
Voici le programme de la journée :
A 10 heures du matin, réunion du cortège à la Mairie et départ pour la Place du Foirail, — l'Alliance Cajarcoise en tête jouant des pas redoublés.
A 11 heures, remise solennelle du drapeau, sonnerie de clairons au Drapeau ; la Marseillaise exécutée par l'Alliance.
Immédiatement après le discours du Président, nouveau morceau patriotique exécuté par la fanfare. (Nous rapportons sous toutes réserves le bruit qui court qu'on jouerait l'Internationale ; le chef la ferait étudier, paraît-il, dans ce but.)
A 11 heures 1/2, grand défilé en musique sur tout le tour de ville.
A midi, banquet de 100 couverts dans la vaste salle du Café de l'Europe. Un menu des plus succulents sera servi par M. Antony Cassayre, Hôtel de la Croix-Blanche.
De 3 à 6 heures, grand bal et amusements publics sur le champ de foire.
Le soir, à 9 heures, le bal recommencera de plus belle pour se terminer à minuit par une brillante retraite aux flambeaux.
Foire. — Notre foire d'hier, favorisée par un temps superbe a été des plus belles.
L'affluence a été énorme et les affaires se sont traitées nombreuses.
Les cours pratiqués sur les divers foirails, se sont maintenus à un taux très élevé, mais l'on prévoit la baisse.
Les porcelets seuls ont baissé de la moitié de leur valeur d'il y a un mois.
La soirée a été des plus bruyantes. Cela se conçoit facilement la journée ayant été excellente pour les marchands.
Lacapelle-Marival. — Foire du 8 juin. — Cette foire a été très importante ; mais la sécheresse dont souffrait notre région depuis quelque temps, malgré les petites pluies insignifiantes de ces jours derniers, avait amené une baisse, peu importante il est vrai, sur les bœufs d'attelage.
La pluie qui paraît être décidément venue aura raison de ce fléchissement causé surtout par l'aspect général de certaines prairies que la sécheresse avait épuisées, mais qui sans doute se relèveront en partie.
Le blé valait seulement de 13 fr. 75 à 14 fr. 50 l'hectolitre. Ce qui n'empêche pas le pain d'être très cher à Lacapelle. M. le maire en le taxant donnerait satisfaction à toute la population.
Les produits de notre foire conservaient leurs prix ordinaires.
Aynac. — Au tribunal de la pénitence. — Nos curés sont des hommes intelligents et dévoués surtout à la réaction ; aussi mettent-ils à combattre la République un acharnement et une obstination presque incroyables, ce qui les oblige parfois à commettre quelques préférences.
Certaines jeunes filles de notre commune s'étant présentées au confessionnal ont été refusées parce qu'elles avaient dans sur la place publique, sous les yeux de leurs parents, le jour de la fête votive. Notons que ces derniers étaient républicains ; mais il n'en a pas été de même pour les jeunes filles qui dansèrent dans le parc du marquis de Turenne, lors de la plantation d'un mai en l'honneur du comte de Toulouse, celles-là ont été admises aux sacrements.
On n'est pas étonné de cette attitude bizarre des curés ; nous savons depuis longtemps qu'ils servent non pas un Dieu mais leurs intérêts les plus mesquins.
Chers lecteurs jugez-en vous-mêmes.
Un groupe de partisans de l'Egalité.
Un réactionnaire. — J'ai lu par hasard un petit entrefilet signé E. C., et intitulé Choléra et République, en vers assez médiocres et où l'auteur exhibe assez sottement sa haine contre nos institutions démocratiques.
Je suis à me demander en quoi ce personnage aurait à se plaindre des membres de notre gouvernement ; ne valent-ils pas tous les représentants de la catolice et des régimes déchus ?
Ce faiseur d'oracles voudrait, dit-il, voir l'honorable M. Combes à lazarét et M. Chaumié en quarantaine ! C'est un excellent curé cet E. C.
Pauvre martyr de sa bêtise. Ce poète d'avenir douteux, s'intitule critique des laïques, ami des calottins ; car dit-il, il a été élève des ignorants, ce qui achève de prouver sa sottise ; ainsi dans son épigramme ayant comparé le choléra à la République ; il préconise la venue de ce fléau pour détruire le gouvernement.
Si réalisant ses désirs la peste venait parmi nous, épargnerait-elle messieurs les cléricaux pour frapper uniquement les partisans de la République ?
Je laisse aux lecteurs de ce journal le soin de constater les sottises de ce bon apôtre.
Jean LORIOT
Elections municipales. — Le Conseil de Préfecture du Lot, dans sa séance de vendredi 10, a statué sur la protestation contre l'élection de M. le comte de Toulouse à Aynac.
Après une plaidoirie très documentée de M^e de Valon, l'élection du comte de Toulouse est annulée.

Arrondissement de Gourdon
Gourdon. — Accident mortel. — Ces jours derniers, le nommé Léopold Cazal, âgé de 16 ans, cultivateur à Bramarigüe, près Labastide-Murat, arrivait dans cette ville en voiture ; en voulant descendre, il manqua le marchepied et il tomba la tête la première. Dans sa chute, il se fractura le crâne et il mourut quelques heures après à la pharmacie Herbel où il avait été transporté.
Les constatations légales ont été faites par le gendarmier de Labastide-Murat.
Cette mort accidentelle a produit la plus pénible impression parmi les habitants du village de Bramarigüe où la victime jouissait de l'estime publique.
Les élections cantonales. — Nous recevons des divers points de l'arrondissement de Gourdon, des correspondances relatives aux élections cantonales qui auront lieu au mois d'août.
De Martel, de Salviac, de Vayrac, de Souillac, les nouvelles sont bonnes, et tout fait prévoir que les élections seront un succès pour le parti radical.
Partout l'organisation se fait étroite contre la politique cléricalle du député Lachèze, dont les candidats sont certains d'un échec écrasant.
Les électeurs de l'arrondissement de Gourdon, continueront la bonne œuvre commencée en mai et déclareront une fois de plus leur ferme intention de ne plus accorder leur confiance qu'aux républicains sincères et loyaux.
Cazillac. — Une explication. — Au cours de la lutte électorale, nous avons considéré M. Jean Delol comme un adversaire politique.
M. Delol, s'en est, paraît-il, montré étonné et pour dissiper tout malentendu nous fait parvenir sa profession de foi.
M. Delol était candidat isolé, son programme est bien d'un républicain ; peut-être d'un républicain dissident et puisqu'il ne marchait pas avec le gros des républicains de Cazillac, il paraissait naturel de le considérer comme un adversaire.
Nous nous serions trompés.
Tant mieux.
Gramat. — M. Bergonioux, dans une lettre parue dans la Dépêche, déclina toute candidature au Conseil général contre M. Calmon-Maison qui, trop fier pour venir voir lui-même ses électeurs, se fait remplacer par des sous-ordres qui battent la campagne et vont quêmander de porte en porte des voix pour le seigneur de Carriac.
Aurons-nous un candidat, ou ratureront-ils abandonner la partie sans même un semblant de lutte. L'étémement républicain n'est cependant pas négligeable dans le canton.
Que M. Bergonioux, s'il ne veut pas être candidat, convoque le comité radical cantonal et que celui-ci nous trouve un candidat qui nous mènera à la lutte et à la victoire.
Les républicains du canton ne demandent qu'à combattre, nous n'avons pas d'homme plus autorisé que M. Bergonioux, pour battre la réaction ; qu'une fois encore il se dévoue et il aura bien mérité de la République.
Un groupe de républicains.

CRÉDIT LYONNAIS
Agence de Cahors
CANAL DE PANAMA
Le Crédit Lyonnais se charge de la production de tous titres à la liquidation de la COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL DE PANAMA et de l'encaissement des répartitions.

Bibliographie
LE MONDE ILLUSTRÉ, 13, quai Voltaire, Paris, Sommaire du numéro 2463 du 11 Juin 1904.
Envoi gratis d'un numéro spécimen contre toute demande affranchie.
Opéra-Comique : « Aiceste », tragédie en 3 actes et 6 tableaux, dessin de M. Edouard Zier.
La Guerre Russo-Japonaise : Débarquements Japonais. — Arrivée d'une barque dans la baie de Tchenampo. — Cavaliers Japonais conduisant leurs chevaux à l'abreuvoir. — Baraquements abritant les soldats. — Difficultés de transport de l'armée en Corée. — Marche d'un convoi entre Tchenampo et Ping-Yang. — Officier Japonais conduit par un soldat. — Infanterie campée en face de Ping-Yang. — Entrée du 2^e Corps dans cette ville.
La grande semaine des Courses : Dans les brancards du Paris Mutuel. — A la recherche du gagnant. — Pendant la répartition. — Vieux amateur sur la pelouse. — Type de parisien.
Les demoiselles du téléphone : Bureau de la rue Desrenaudes. — Un poste. — La Surveillante au poste de communication. — M. le Marquis de Montebello, Président du Syndicat des abonnés au Téléphone. — M. Max Vincent. — Docteur Trognon. — M. Paul Mauzier. — M. Ernest Archidéacon. — M. Lutzmann. — Mile Sylviac. — Nouveaux Maires de France. — Président du Conseil Municipal de Paris.
Le château de V. légué à l'Etat. — Entrée du Château. — Le donjon. — Vue prise des jardins. — La Chapelle.

Toulon : La mise à sac de l'Eglise St-Cyprien.
Troubles de Lorient. — Les manifestations devant une maison d'entrepreneur. — Batailles de grévistes. — Maison incendiée. — Joueurs d'échecs du Tournoi de Cambridge Springs.
Roman illustré : Dappr, par J. Berr de Torque.
Echec par M. D. Janowski. — Rabus. — Concours.
Le numéro 50 centimes

JOURNAL DE LA JEUNESSE. — Sommaire de la 1645^e livraison (11 juin 1904).
Le sang des Mordrey, par M^{me} Chéron de la Bruyère. — Culture étrange, par Daniel Bellet. — Le chasseur Raiko et l'ogre de Soun-yochi, conte japonais, par Louis Rousselet. — La vengeance d'Amalfy, par B.-A. Jeanroy. — Ferrette, par Elmée Leprince.
Abonnements France : Un an, 20 fr. Six mois, 10 fr. Union postale : Un an, 22 fr. six mois 11 fr. Le numéro 40 centimes.
Hachette et Cie, boulevard St-Germain, 79, Paris.

Bulletin Financier
Il n'a été fait aujourd'hui que de très rares affaires, aussi n'avons-nous que des changements insignifiants à relever sur les cours cotés hier en fin de bourse.
L'absence de nouvelles de la guerre en Extrême-Orient paralyse la spéculation.
Le 3 % se retrouve à 97,90 au lieu de 97,92 clôture précédente.
Parmi nos Sociétés de Crédit, le Comptoir National d'Escompte à 590 et le Crédit Lyonnais à 1.107 ont seuls été cotés à terme.
Nos chemins ont quelque peu fléchi : le Lyon à 1.312 ; le Nord à 1.475 et l'Orléans à 1.405.
Le Suez sans changement est à 4.170.
L'Extérieure clôture à 85,62 ; l'Italien à 103,75 ; le Portugais à 61,47.
Le Russe Consolidé cote 90,70 ; le 3 % 1891 à 72,70 et le 3 1/2 % 1894 à 81,20.
Le Turc est ferme à 84,92 ; la Banque Ottomane à 584.

BOURSE DE PARIS
RENTES ET ACTIONS
AU COMPTANT ET A TERME

0/0	97 95
Jouissance 1 ^{er} av. 1904. tme	97 90
0/0 amor. Der. an. 1953. cpt	98 10
Jouiss. 16 avril 1904. tme	98 47
Banque de France. cpt	3860 ..
Action nom. jouiss. 28 déc. tme	..
Banque de Paris. cpt	1135 ..
500 fr. t. p. jouiss. janv. tme	1131 ..
Crédit Foncier. cpt	680 ..
500 fr. t. p. jouiss. janv. tme	..
Crédit Lyonnais. cpt	1108 ..
500 fr. t. p. jouiss. 25 mars tme	1107 ..
Crédit général. 25 mars. cpt	..
Est. cpt	885 ..
500 fr. t. p. jouiss. mai. tme	..
Paris-Lyon-Méditerranée. cpt	1311 ..
500 fr. t. p. jouiss. mai. tme	1312 ..
Midi. cpt	1150 ..
500 fr. t. p. jouiss. janv. tme	..
Nord. cpt	1740 ..
400 fr. t. p. jouiss. janv. tme	1745 ..
Orléans. cpt	1400 ..
500 fr. t. p. jouiss. avril. tme	1405 ..
Ouest. cpt	851 ..
500 fr. t. p. jouiss. avril. tme	..
Métropolit. 250 f. t. p. jouill. tme	524 ..
Suez act. 500 f. t. p. janv. tme	4170 ..
— s ^{te} civile. cpt	..
Proc. Thomson-Houston. tme	665 ..
Espagne extér. 4 0/0. j. tme	85 82
Russe 4 0/0 1901. j. juin. cpt	91 10
— 3 0/0 1896. j. mai. cpt	71 50
Rio-Tinto. j. jouiss. mai. tme	1284 ..

MINES D'OR

Rand Mines	268 50
Chartered	54 50
East Rand	201 50

Cours de Paris

Blés (77/75 à l'hectolitre) les 100 kil. net comptant. — Cour. 20 » à 20 25 ; juillet 20 25 à 20 50 ; juillet-août 20 25 à 20 50 ; 4 dern. 20 25 à 20 50. Circ. : ». » ». Liq. : 0,000.
Farines (Fleur de Paris, les 100 k. net sans esc.). — Cour. 27 25 à 27 50 ; juillet 27 75 à 28 » ; juillet-août 27 75 à 28 » ; 4 dern. 27 50 à 27 75. Circ. : ». » ». Liq. : 1,250.
Avoines (100 kil. c. s. esc. ; poids 45 à 47 k. à l'hect.) — Cour. 13 » à 13 25 ; juillet 13 25 à 13 50 ; juillet-août 13 50 à 13 75 ; 4 dern. 13 75 à 14 » ». Circ. : ». » ». Liq. : 1,250.
Seigles (69/72 k.) les 100 k. net comptant. — Cour. 14 50 » à » ; juillet 14 25 » à » ; juillet-août 14 25 » à » ; 4 dern. 14 25 » à » ». Cir. : ». » ». Liq. : 250.

65 ANNÉES DE SUCCÈS
HORS CONCOURS, PARIS 1900
ALCOOL DE MENTHE
RICQLES
CALME la SOIF et ASSAINIT l'EAU
Goutte, Maux de Tête, Estomac, Indigestions, Choléra
EXCELLENT pour les DENTS et les TOILETTES
PRÉSERVATIF contre les ÉPIDÉMIES
EXIGER du RICQLES

Bulletin météorologique

DATES	TEMPÉRATURE maxima	TEMPÉRATURE minima	Pression (mètres)	État du ciel	Temp. au niv. de la mer
10 Vend.	+ 23	+ 15	765	Deau	
11 Sam.	+ 21,5	+ 13	762,5	Pluie	

Altitude moyenne de Cahors (Lycée), 128 mètres au-dessus du niveau de la mer.
Temps probable : Pluie.
D^r HERBEAU

LES DRAMES DU CŒUR

PAR A. VILLIERS

PREMIER ÉPIQUE
LE MOULIN GALANT

XII

Explication

— Lorsque je vous ai dit que je ne vous aimais plus, répondit la jeune fille, j'étais seule et je parlais de ma propre volonté. Dans peu de temps, je serai la femme de M. Thomas Rupert, je le dois, il le faut... entendez-vous.

— Il le faut... Ah ! Lucienne, si vous disiez un mot...

— Silence ! nous ne sommes pas venus ici pour discuter ce que je devais faire, vous avez à me parler, disiez-vous dans votre lettre, parlez donc ou permettez-moi de me retirer.

Ces mots, dits froidement, rappellèrent Bernard à lui-même.

— Je commençais à faire un beau rêve, murmura-t-il, il n'a pas été long.

Reproduction interdite aux journaux qui n'ont pas de traité avec l'Agence Havas.

— Je vous écoute, fit Lucienne.
— Lucienne, reprit Bernard, qui que vous disiez, quelque colère qui perce dans vos paroles, je ne puis croire que celle dont le cœur a battu pour la première fois contre le mien ne s'en souvienne plus ; je ne puis penser que les lèvres qui m'ont dit la première mot d'amour qui m'ait été adressé, puissent répéter la sentence qui m'écrase, sans trembler ; je ne puis croire enfin que de votre plein gré vous jetiez la mort dans mon âme ; comme je sens que je vous aime, Lucienne, je devine que vous m'aimez... Mais je suis certain qu'une main puissante pèse sur votre volonté. Ce que j'ai à vous dire doit appeler votre confiance ; après m'avoir entendu, me direz-vous à votre tour ce qui s'oppose à notre bonheur.

— Ce n'est pas mon secret.

— Ne voulez-vous donc pas lutter contre le sort, et voulez-vous vous abandonner sans vous défendre à vos ennemis ?

— Je vous l'ai dit : il le faut !
— Ecoutez-moi donc, continua Bernard, car c'est la dernière fois que vous me verrez sans doute.

Les deux jeunes gens étaient revenus près du berceau, et sang y songer, Lucienne s'était assise sur le banc.

Bernard, dans l'ombre, s'était laissé glisser sur un genou, et là, près d'elle, tout bas, il se mit à lui conter en partie

l'histoire de Pierre Lenoir et de la Bis-cotte. Il fit défilé devant ses yeux Jacques Berthault et le comte de Chavenay, il lui dit qu'il était le fils de ce dernier, et que leurs pères, à tous deux, avaient été liés par une amitié sans bornes. Il lui fit comprendre que Thomas Rupert avait menti en lui disant qu'entre lui, Bernard, et Lucienne, il y avait un crime. Jamais, le comte de Chavenay et Jacques Berthault n'avaient croisé le fer l'un contre l'autre ; Bernard était donc digne de Lucienne, si Lucienne voulait se souvenir de ses serments.

Bernard ne devait pas, si on se rappelle le sa promesse, parler de son amour, et Lucienne ne devait pas l'écouter, et cependant, durant deux heures, ils ne parlèrent guère que de cela.

A quoi leurs jeunes cœurs pouvaient-ils, en effet, penser.

Lorsque le jeune homme eut terminé son récit, Lucienne prit la parole et expliqua comment son grand-père et elle se trouvaient sous la dépendance de Thomas Rupert.

Bernard sentait, dans tout cela, une pensée qui dirigeait à la fois les événements qui le frappaient et ceux qui enchaînaient la volonté de celle qu'il aimait.

— Lucienne, lui dit-il, lorsqu'elle eut terminé sa narration, vous obéirez donc ?

— Je vous l'ai déjà dit, Bernard, il le

faut. Vous serez généreux en ne m'en parlant plus.
— Ainsi, vous n'aimez pas cet homme ?
— Oh ! non, non.
— Et cependant, vous allez, pauvre victime, vous donner à lui.
Lucienne ne répondit pas, mais elle frissonna.

Bernard, qui s'en aperçut, lui prit la main.

— Si vous voulez, dit-il bien bas.
— Quoi ? murmura-t-elle.
— Mon Dieu ! ce serait le bonheur...
— Quoi donc ?
— Fuir ! oui, Lucienne, fuir tous deux, loin de ce pays, loin du monde.

— Et mon grand-père...
— Nous l'emmènerions...
— Songez, Bernard, à votre mère, dont vous venez de me conter les malheurs... Oh ! j'ai confiance en vous, et je suis certaine que vous ne m'abandonneriez pas ; mais ce serait une tâche dont vous ne voudriez pas me souiller. Soyons grands, mon ami, soyons forts. Séparons-nous franchement, sans arrière-pensée, en nous promettant de...

— D'oublier... s'écria Bernard, en interrompant la jeune fille, oublier, est-ce possible ? Pour moi, je sais que le jour de ce mariage maudit sera le jour de ma mort ! Oui, Lucienne, sur ma pauvre mère qui n'a plus que moi, devant Dieu qui seul nous entend et qui nous jugera bientôt, je vous jure qu'au moment où

vous mettrez une main dans celle de cet homme... je cesserai de vivre !
Il s'était levé, et sa voix s'élevait véhémentement vers le ciel.
— M'aimes-tu ? demanda-t-il à la pauvre enfant en l'attirant à lui.
— Oui, murmura-t-elle.
— Es-tu prête à faire un serment semblable au mien ?
— Je suis prête.
— Me crois-tu capable d'exécuter ce que je viens de dire ?
— Oui.
— Et le jour venu, pour échapper au malheur de toute ta vie, tu préféreras la mort avec moi, la mort l'un près de l'autre, ma Lucienne, la mort heureuse.

— Oh ! oui.

Les deux enfants étendirent la main, mais ils ne prononcèrent pas une parole, et cependant leur serment muet se gravait sur leur visage et dans leurs yeux qui, à ce moment, jetaient des flammes.

Puis, comme si cet effort de courage eût brisé la jeune fille, sa tête retomba sur l'épaule de Bernard qui la tint longtemps embrassée.

Lorsqu'elle revint de cette extase, Lucienne prit la main du jeune homme et lui dit :

— Ami, nous avons oublié mon grand-père !
— Non, dit Bernard, il sera heureux jusqu'à son dernier jour.

— Cependant...

— Reviendrais-tu sur ta promesse ?
— Oh ! non.
— La mort de Thomas Rupert ou la nôtre.
— Oui, la nôtre, car je ne veux pas que tu te souilles d'un crime.
— La nôtre donc, dit Bernard. Maintenant, puisque notre fin est irrévocable, me permettras-tu, Lucienne, de revenir chaque soir ? Nous ne devons bientôt plus faire qu'une âme qui s'envolera dans le même souffle, habituons nos cœurs à ce voyage.

— Viens donc, dit-elle, car le jour n'est pas loin où nous partirons pour l'éternité.

— C'est cela aimons-nous jusqu'à la veille du jour fatal, et la nuit qui le précédera sera la nuit suprême.

Ils étaient arrivés près de la maison, et ne pouvaient se quitter. Bernard tenait les deux mains de Lucienne, et des pleurs étaient dans ses yeux.

La jeune fille crut entendre du bruit dans la maison et se sépara vivement de Bernard.

— Adieu ! dit-elle.
— Non, à demain et à toujours.

Et Lucienne s'élança dans l'intérieur et de là à sa chambre.

Bernard leva les yeux au ciel.

— Ah ! dit-il, je suis certain qu'elle mourra avec moi, c'est tout le bonheur que je demandais !
Qu'y avait-il davantage dans sa joie, de l'amour ou de l'égoïsme ?

(A suivre)

Chronique agricole

LE TRAITEMENT DU MILDIOU

L'année dernière, les attaques d'oidium ont été beaucoup plus intenses que celles du mildiou ; chaque année est, en effet, caractérisée, si l'on peut dire ainsi, par une invasion cryptogamique particulière ; 1903 a été une année à oidium, peut-être 1904 sera une année à mildiou ou à black-rot, d'où cette nécessité pour le viticulteur d'être en mesure d'empêcher leur venue, leur éclosion.

Si le mildiou tient de l'oidium en ce qu'il est comme lui un champignon microscopique, il en diffère essentiellement par sa manière de se développer, de fructifier et d'agir sur la végétation de la vigne qui en est atteinte.

L'oidium vit à la surface des organes, il étend ses filaments grisâtres sur les feuilles et surtout sur les raisins, si l'on fait un souffrage, le soufre pénètre dans le feutrage que forment les fils et le détruit en se vaporisant. C'est cette action que désignent les vigneronnes en disant qu'après un souffrage, les raisins « s'éclaircissent ». Les filaments disparus, les grains deviennent lisses et brillants.

Le mildiou est pénétrant. Ses spores ou germes, passent l'hiver sur les sarments et les échelas ; lorsque les feuilles sont développées, que la température et le milieu ambiant deviennent favorables, c'est à dire que l'atmosphère devient chaude et humide, ces spores émettent des filaments de germination qui pénètrent dans l'épaisseur de la feuille à travers les cellules et apparaissent bientôt en dessous formant d'innombrables petits rameaux de couleur blanche cristalline portant à leur tour des spores qui, tombant sur les feuilles inférieures, ne tarderont pas à germer, produisant de nouvelles taches et répandant la maladie de proche en proche.

De ces quelques mots sur le développement comparé de l'oidium et du mildiou on peut retirer cet enseignement que les traitements au premier sont curatifs, c'est à dire qu'ils sont efficaces même lorsque la maladie est déclarée et se répand avec intensité ; alors que les traitements à appliquer au mildiou doivent être préventifs, pour cette raison que les germes répandus sur les feuilles, les filaments produits par leur germination se trouvant dispersés dans l'épaisseur de tous les organes, feuilles, sarments et raisins, il n'est plus possible de les atteindre, les bouillies ne pénétrant pas à travers les tissus. Il faut donc agir contre le mildiou préventivement, c'est-à-dire appliquer le remède avant que les spores ne se développent ; il faut, au moyen des bouillies, détruire ces germes, en débarrasser la vigne.

Souvent, l'année dernière encore, quelques viticulteurs nous faisaient remarquer que malgré les traitements, le mal était apparu et n'avait pu être conjuré ; cela tenait, la plupart du temps, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte, à ce que les premiers traitements avaient été faits trop tardivement.

Quelquefois en effet le temps est pluvieux ; ne voulant pas s'exposer à voir la bouillie appliquée sur les feuilles lavée par des eaux de pluie, on attend ; puis lorsque le temps devient favorable, que l'on voudrait agir, il est trop tard, le mal s'est développé brusquement, et il devient bien difficile d'en arrêter les progrès.

Il faut donc, surtout après une année où le mildiou a occasionné des

dégâts importants, hâter les premiers traitements de manière à empêcher le développement et la propagation du champignon qui a passé l'hiver sur les vignes tout prêt à se multiplier dès que la température vient à le favoriser. Il faut pour ainsi dire que les jeunes feuilles, dès leur sortie, prennent cette cuirasse qui est constituée par les sels de cuivre pulvérisés à leur surface.

Mieux vaut aller chercher la cause de l'insuccès des traitements dans le retard apporté à leur application que dans la méthode opératoire et le choix que l'on a fait de telle bouillie préférablement à telle autre.

Aujourd'hui, nombreuses sont les bouillies dont on se sert ; cependant les unes et les autres ne sont efficaces qu'à la condition d'être employées de bonne heure, avant toute atteinte. Répandues à temps, et convenablement préparées, leur efficacité est certaine, ainsi qu'en ont fait preuve les expériences multipliées un peu partout, depuis un grand nombre d'années.

Comme l'indiquait dernièrement M. Degruilly, les règles à observer pour ces différentes opérations sont les suivantes :

1° Les traitements n'étant efficaces qu'à la condition d'être préventifs, on doit s'efforcer de les effectuer avant que la maladie ne se développe. C'est dès le début qu'il faut traiter préventivement, de façon que les jeunes pousses et grappes soient en quelques sortes cuirassées de cuivre lorsque le mildiou fait son apparition ;

2° En cas de mauvais temps, il ne faut pas hésiter à profiter de toutes les éclaircies pour commencer ou continuer les sulfatages. Même s'ils sont ensuite partiellement entraînés par la pluie, les sels de cuivre exercent une action efficace. On sauve souvent ainsi la récolte, au lieu que l'on risque de la perdre en attendant le retour du beau temps ;

3° Toutefois, si l'on s'est laissé surprendre par une invasion, il ne faut pas hésiter à traiter quand même et d'urgence (à moins que la perte ne soit totale). On ne réparera pas le mal déjà fait, mais on arrêtera son extension, et on préservera ainsi la portion de la récolte encore intacte ;

4° Les traitements liquides doivent constituer la base de la défense contre le mildiou. Les poudres cupriques ne seront employées que comme complément des pulvérisations, en particulier pour atteindre les raisins dans les vignes très touffues ;

5° Il faut asperger copieusement feuilles et raisins, mettre du cuivre partout : 200 litres de bouillie à 2 % protègent mieux que 100 litres à 4 % répandus sur une même surface ;

6° Le premier traitement peut se faire dès que les « bourgeons » ont atteint 20 à 25 centimètres de longueur ; — cette opération peu coûteuse, parce qu'elle est très rapide, empêchera l'apparition des taches initiales, avant cours habituel des attaques violentes.

Le second traitement aura lieu 20 ou 25 jours après le premier ; le troisième aussitôt après la floraison et le quatrième dès que les sarments auront atteint tout leur développement.

Nous considérons ce chiffre de quatre traitements comme un minimum, au moins pour les régions exposées à des attaques précoces de la maladie.

Le plus souvent, on sera conduit, en présence d'invasions plus ou moins graves, à intercaler au moment op-

portun un traitement supplémentaire avec des poudres cupriques.

Dans les plaines humides, on va souvent jusqu'à 5 et 6 traitements.

Il est assez fréquent aussi qu'un traitement devienne nécessaire 4 à 5 semaines avant l'époque des vendanges. A ce moment les raisins restent souvent indemnes des attaques tardives du mildiou, mais la chute prématurée des feuilles empêche la maturation de s'effectuer normalement, et l'on récolte des vins de titre alcoolique tout à fait inférieur.

On ne saurait, sur ce point, édicter de règle absolue, et les viticulteurs doivent se laisser guider par les conditions climatiques, plus ou moins favorables au développement de la maladie.

P. LABOUREUX,

Ingenieur-agronome
Professeur spécial d'agriculture de l'Arrondissement de Brive.

LES PLANTES NUISIBLES

Nos récoltes ont pour ennemis non seulement l'inclémence des saisons, les brusques variations de température, des animaux, des insectes, mais des plantes qui l'est parfois difficile de détruire.

Parmi ces dernières nous citerons :

1° L'adonide, l'ansérine, la folle-avoine, le bleuet, les brômes, la camomille, le coquelicot, l'agrostis, le datura, la crétole, le grateron, la marguerite, l'ivraie, la mercuriale, la moutarde, l'orobanche, les renouées, la dauphinelle, la ravenelle, la renouée, le souci, le vulpin, le séneçon, la vesce ;

2° Le panais, le mélilot, la vipérine, le chardon ;

3° Le chiendent, l'ail des vignes, la coronille, la cuscute, les fougères, le glaïeul, le mille feuille, le liseron, la patience, la prêle, la potentille, l'oseille, la tubéreuse, la ronce, la tussilage, l'hiéble, etc.

Les premières sont annuelles, les suivantes bisannuelles, les dernières vivaces.

Celles des deux premières catégories sont assez facilement détruites par des sarclages répétés ; mais il n'en est pas de même des autres. L'arrachage profond, l'échardonnage, le choix judicieux d'un assolement, la jachère, le chaulage, le drainage, les soins apportés dans le nettoyage sérieux et complet des graminées de semence, la dessiccation et le feu n'en viennent pas toujours à bout.

En ce cas, on recommande de recourir au moyen suivant : Lorsque les plantes adventives ont de 4 à 6 feuilles bien ouvertes et largement étalées au-dessus des cotylédons, à l'aide d'un pulvérisateur, on lance dessus une solution de sulfate de cuivre à 5 % ou de sulfate de fer à 15 %. Ce procédé, recommandé par la Société des agriculteurs de France, ne nuit aucunement aux plantes cultivées.

Louis LORGE.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CAHORS

Les créanciers des sieurs DREUILHE et BERNADOU, négociants en vins à Castelnau Montratier, sont invités à produire leurs pièces et bordereaux et à se rendre le huit juillet mil neuf cent quatre, jour de vendredi à deux heures du soir, salle d'audience du tribunal, pour faire vérifier leurs créances et en affirmer la sincérité.

Le Greffier,

A. FOULVEREL.

Le propriétaire gérant : A. COUÉSANT

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CAHORS

Suivant jugement en date du sept juin mil neuf cent quatre, rendu d'office, le tribunal a déclaré en état de faillite le sieur Antoine BACH, débitant à Cahors, rue Nationale.

Ordonné l'apposition des scellés partout où besoin sera ; ordonné l'incarcération du failli dans la maison d'arrêt.

Nommé M. Fayret, juge commissaire et M. Rousseau, agent général d'assurance à Cahors, syndic provisoire.

Pour extrait conforme :

Le Greffier,

A. POUVEREL.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Facilités données aux voyageurs pour aller visiter les plages de Bretagne desservies par le réseau d'Orléans.

La Compagnie d'Orléans délivre pendant la période du Samedi, veille de la fête des Rameaux, au 31 octobre (inclusivement) des billets d'aller et retour individuels en 1^{re}, 2^e et 3^e classes pour les stations balnéaires de St-Nazaire, Pornichet, Escoublac-la-Baule, Le Pouldu, Batz, Le Croisic, Guérande, Quiberon, St-Pierre-Quiberon, Ploeharnel-Carnac, Vannes, Lorient, Quimper, Concarneau, Quimper, Pont-l'Abbé, Douarnenez et Châteaulin.

En vue de faciliter les déplacements, la compagnie délivre du samedi, veille de la fête des Rameaux (inclus au 1^{er} octobre inclus) aux familles d'au moins 3 personnes payant place entière et voyageant ensemble, des billets d'aller et retour collectifs de famille en 1^{re}, 2^e et 3^e classes, de toutes stations du réseau pour les stations balnéaires dénommées ci-dessus distantes d'au moins 125 kilomètres de la station de départ.

Les billets sont établis par l'itinéraire à la convenance du public ; l'itinéraire peut n'être pas le même à l'aller et au retour.

Le prix est ainsi fixé :
Pour les trois premières personnes, prix des billets aller et retour ordinaires dont la délivrance est prévue au paragraphe 1^{er} du Tarif spécial G. V. N^o 2.

Pour chaque personne en plus, à partir de la quatrième, réduction de 50 % sur le prix des billets simples, applicable aux trajets d'aller et retour.

Le chef de famille peut être autorisé à revenir seul à son point de départ à la condition d'en faire la demande en même temps que celle du billet.

Il peut, en outre, obtenir une carte d'identité sur la présentation de laquelle il pourra voyager isolément à moitié prix du tarif général pendant la durée de la villégiature de la famille, entre le lieu de départ et le lieu de destination mentionnés sur le billet.

La durée de validité des billets est de deux mois et part de la délivrance des billets, ce jour non compris ; elle peut être prolongée d'un mois, moyennant le paiement d'un supplément le 20/0 du prix du billet. Toutefois la date d'expiration de la validité des billets précités ne peut, en aucun cas, dépasser le 15 novembre à minuit (Nuit du 15 au 16 Novembre).

Avis

Dans le but de développer le tourisme dans le Massif Central, les Cévennes et les Pyrénées, les Compagnies d'Orléans et du Midi viennent de créer des Cartes d'excursions donnant aux voyageurs le droit de circuler à leur gré sur certaines parties de ces deux réseaux.

C'est le régime de la liberté s'ajoutant au régime du billet à itinéraire fixe tracé à l'avance, qui laissait moins de place à la fantaisie, essence même du tourisme ; c'est une nouvelle application en France du système qui existe déjà pour les Côtes de Bretagne, et qui a contribué au succès du voyage d'agrément en Suisse.

Les Compagnies d'Orléans et du

Midi ont divisé la région Centre-Pyrénées en cinq zones : A, B, C, D, E.

La zone A, c'est le Cantal et les Gorges du Tarn.

La zone B s'étend de Bayonne et Irun à Toulouse, se prolonge jusqu'à Ax-les-Thermes et englobe tous les embranchements situés au Sud, vers les Pyrénées.

La zone C concerne la partie orientale des Pyrénées depuis Toulouse et Ax-les-Thermes jusqu'à Perpignan et projette une ramification de Narbonne à Montpellier.

La zone D, c'est Bet C réunies, c'est à dire toute la chaîne des Pyrénées et le littoral méditerranéen, depuis Port-Bou jusqu'à Cete et Montpellier.

Quant à la zone E, elle est constituée par la réunion de A et de C, en y ajoutant presque toutes les lignes situées dans l'intervalle ; c'est la véritable zone Sud-Centre.

La carte d'excursion donne droit pour une durée d'un mois : 1^o A un billet d'aller et retour de Paris à la zone choisie, empruntant différents itinéraires, avec faculté d'arrêts aux gares intermédiaires ; 2^o à la libre circulation sur les lignes comprises dans la dite zone.

Les prix totaux de la carte sont ainsi fixés :

	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.
Zone A	150 fr.	105 fr.	70 fr.
— B ou C	190 fr.	140 fr.	95 fr.
— D ou E	230 fr.	170 fr.	115 fr.

Sur ces prix, il est accordé pour les familles une réduction qui va de 10 % pour la deuxième personne, jusqu'à 50 % pour la sixième et les suivantes.

Ces cartes sont délivrées du 15 Juin au 15 Septembre leur durée de validité qui est d'un mois, peut être prolongée d'une durée égale moyennant un supplément.

BOURGOT DENTISTE

9 - RUE DU LYCÉE - 9
SEULE MAISON A CAHORS POUVANT
livrer un Dentier dans la même journée
Tous les travaux sont garantis sur facture
Deux ans de crédit sans payer
plus cher qu'ailleurs
GRANDE BAISSÉ DE PRIX

A. WILCKEN

CHIRURGIEN-DENTISTE
DIPLOMÉ
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE
L'ÉCOLE DENTAIRE DE PARIS
DENTISTE DU LYCÉE GAMBETTA
ET DE
L'ÉCOLE NORMALE
D'INSTITUTEURS
Consultations tous les jours de 9 h. à 5 h.
69, BOULEVARD GAMBETTA
EN FACE LE CAFÉ TIVOLI
M. Wilcken n'a pas d'OPÉRATEURS
IL GARANTIT SON TRAVAIL
ATTENDU QUE TOUT EST FAIT PAR
LUI-MÊME

Anti-Anémique de J. Filhol

Le flacon 1,25 | AU CITRO-PHOSPHATE DE FER | Le flacon 1,25
De longues années d'expérience garantissent son efficacité certaine dans l'Anémie, Chlorose, Leucorrhée ou Pertes Blanches. Peut être employé par les personnes les plus délicates.
SE MÉFIER DES CONTREFAÇONS
DEPOT ET PRÉPARATION :
PHARMACIE NORMALE, Place des Petites-Bougeries, CAHORS
P. ORLIAC, Pharmacien de 1^{re} classe, gendre et successeur.

L. MAURY

Chirurgien-Dentiste de la Faculté de Médecine de Paris
Lauréat de l'Ecole Dentaire de France
Successeur de BAKER
75, Boulevard Gambetta
Maison Bonnysson, (de 9 à 5 heures)

Travail parfait et entièrement garanti

MANDELLI, CAHORS

En face la Mairie
HORLOGER, BIJOUTIER
JOAILLER
CORBEILLES DE MARIAGE
Fantaisie. — Articles de Religion
ACHAT ET ÉCHANGE DE DIAMANTS
ET DE MATIÈRES OR ET ARGENT
Réparation et gravure
Seul représentant de l'OMÉGA
Seul représentant de

ORFÈVRE CHRISTOFFLE

MAISON

LOUBEYRE

COIFFEUR-PARFUMEUR
nouvreur breveté S. G. D. G. — Patente en France, Angleterre, Belgique
CAHORS, Bd Gambetta, CAHORS
Premier Prix à toutes les Expositions
Hors concours — Membre du Jury

Cette Maison se recommande par la nouvelle installation de son Salon de Coiffure (Hommes et Dames). Elle pratique l'antiseptisme comme aucune maison de Paris ou de province ne le fait encore et elle ne craint, de ce chef, aucune concurrence. « Tout pour l'hygiène » telle est la devise de la Maison.

LOTION ANTISEPTIQUE DU D^r GELIS
contre les Pellicules et la chute des Cheveux. — Résultat garanti. Prix : 2 fr. 50 et 1 fr. 50. — Flacon n^o 2 : 3 fr.

VOITURES de LOUAGE

M. PIERRE GUITARD

11, RUE SAINT-ANDRÉ — CAHORS
Tient à la disposition du public, outre le service à volonté pour la ville et les environs, des Voitures de luxe pour
Mariages, Soirées, Visites, etc.
Le service est fait à la journée, à l'heure ou à forfait, et aux prix les plus modérés.
M. GUITARD a continuellement des voitures de remise attelées.
S'adresser à son domicile ou chez
Mlle Euphrasie IMBERT
dépositaire de journaux, Boulevard Gambetta.